

# ***l'Anti*capitaliste**

n°619 | 9 juin 2022 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



**CONTRE MACRON 2,  
L'EXTRÊME DROITE  
ET LES CAPITALISTES**

**VOTONS POUR  
UNE GAUCHE  
DE COMBAT!**

## **Dossier**

**LE NPA DANS  
LES ÉLECTIONS  
LÉGISLATIVES**

Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

Un spectacle sans actrice principale, et le fou de la cour sur le départ?

Page 2



## **MANIFESTATION**

SAMEDI

**11 JUIN**



CONTRE LE RACISME ET L'EXTRÊME DROITE  
POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS DE TOU-TES  
POUR LA JUSTICE SOCIALE ET CLIMATIQUE

**ON N'ATTEND PAS!**

15H ~ PLACE BLANCHE

## **ACTU INTERNATIONALE**

États-Unis. Le syndicat et l'entreprise mènent une guérilla chez Starbucks

Page 4



Afrique. Mali-France: la rupture

Page 5

## **ACTU SOCIALE**

Hôpital. Face au désastre annoncé, Macron crée... une mission

Page 8

## **ACTU DU NPA**

Les indépendantistes kanak présentent des candidatEs communs aux élections législatives

Page 12



édito

Par PENELOPE DUGGAN

## Un spectacle sans actrice principale, et le fou de la cour sur le départ ?

Le Jubilé de la reine britannique a été un exercice de relations publiques, avec couverture médiatique internationale: le Monde a fait un live pour le traditionnel défilé militaire en l'honneur de son anniversaire officiel, France 2 et TF1 l'ont retransmis en direct. Emmanuel Macron a offert un cheval à la Reine.

Les médias ont mis en avant les Union Jacks et les fêtes de rue pour donner l'impression d'un pays uni dans la ferveur royaliste. La réalité est quelque peu différente. La figure centrale était absente, sauf le premier jour quand elle a fait deux brèves apparitions sur le célèbre balcon du palais de Buckingham. La présence de dizaines de milliers autour des événements officiels ou non officiels reflète certes la sympathie pour celle qui a été cheffe d'État durant toute la vie d'une majorité de Britanniques. Mais il s'agit d'une monarchie qui repose sur la popularité de la monarque actuelle et qui, inévitablement, ne durera pas beaucoup plus longtemps – la popularité de l'héritier est la moitié de la sienne.

Selon les sondages, seuls 40% des jeunes sont favorables au maintien de la monarchie, la moitié des habitantEs de l'Écosse se désintéressent du Jubilé; des photos montrent les fêtes du Jubilé désertées à Liverpool. Dans le nord de l'Irlande, c'est la communauté unioniste qui s'est intéressée à l'événement. Même dans le sud de l'Angleterre, les rues pavées étaient rares, que ce soit dans les quartiers ouvriers de Londres ou dans une ville traditionnelle comme Winchester. Pour la population du Royaume-Uni les problèmes du coût de la vie, l'effondrement du service de santé après des années de politiques destructrices, restent beaucoup plus importants.

Côté gouvernement, ces quatre jours ont été un répit partiel pour Boris Johnson, même s'il a été hué vendredi par les fervents royalistes rassemblés devant la cathédrale de Saint-Paul. Un vote a eu lieu lundi soir: 41% des députés conservateurs ne lui accordent pas leur confiance. Il a donc «gagné» par 211 contre 148 – un résultat mauvais, pire que ses prédécesseuses Theresa May ou Margaret Thatcher qui sont parties peu de temps après. On ne s'attend pas à ce que Johnson fasse de même. Mais son gouvernement, largement considéré comme manquant de vision et de compétence, aura du mal à gouverner, ou à gagner les deux élections partielles de cet été dans les sièges détenus par les Tories. Il ne pourra pas, comme il le prétend, «tourner la page pour se mettre au travail».

## BIEN DIT

De nombreuses députées kurdes sont aujourd'hui emprisonnées [en Turquie] comme Leyla Güven, Sebahat Tuncel ou l'avocate Aysel Tuğluk qui est très malade et dépérit en prison. Alors que l'Europe avait salué le courage des combattantes kurdes contre Daech, l'emprisonnement de ces députées n'a pas suscité de forte réaction européenne, ce qui a incité le gouvernement à étendre sa répression.

PINAR SELEK (sociologue), liberation.fr, 5 juin 2022.

# À la Une

CONTRE MACRON 2, L'EXTRÊME DROITE ET LES CAPITALISTES

## Votons pour une gauche de combat !

Dans une interview donnée à la presse quotidienne régionale le 3 juin, Emmanuel Macron a précisé ses projets et confirmé qu'il se situait en continuité avec son précédent quinquennat. Il a ainsi annoncé la poursuite de la contre-réforme de Pôle emploi (rebaptisé «France travail») et de l'assurance chômage, et confirmé qu'il entendait rapidement mettre en place sa contre-réforme des retraites, dont il prétend qu'elle entrera en vigueur «dès l'été 2023». Autant dire que des batailles sociales d'ampleur s'annoncent, peut-être dès la rentrée de septembre, et qu'il est urgent de faire entendre notre opposition massive à Macron et aux capitalistes dès les élections législatives.

Toujours dans la continuité du précédent quinquennat, Macron annonce quelques mesures «poudre aux yeux», histoire de donner l'illusion qu'il tient compte des difficultés de la population et des critiques sur ses méthodes autoritaires. Un projet de loi «pouvoir d'achat» est annoncé pour cet été, ainsi que la mise en place d'un «Conseil national de la refondation, avec les forces politiques, économiques, sociales, associatives, des élus des territoires et des citoyens tirés au sort». Soit une énième entourloupe démocratique venue d'un Macron qui semble croire que nous avons oublié ce qu'il est advenu du «grand débat», lors du mouvement des Gilets jaunes, ou de la Convention citoyenne pour le climat.

Dans le cadre des législatives, le principal axe de campagne de Macron et des siens est de demander, voire d'exiger, une simple confirmation du résultat de la présidentielle. Les résultats des premiers votes, avec les scrutins dans les circonscriptions des FrançaiSEs de l'étranger, semblent indiquer que la partie est loin d'être gagnée, avec des reculs importants des candidatEs soutenus par Macron, la très symbolique défaite de Manuel Valls, et les scores élevés de la NUPES qui sera présente au deuxième tour dans 10 des 11 circonscriptions. Une forme de fébrilité se fait d'ailleurs sentir du côté de la Macronie, qui mène une campagne tous azimuts contre la NUPES, quitte à verser dans l'outrance avec les attaques contre



Jean-Luc Mélenchon et certainEs de ses proches, ou avec les déclarations mesurées du type Castaner, toujours à la tête des députéEs LREM à l'Assemblée nationale: «Le programme de la NUPES, c'est tous les clichés du monde soviétique.»

### Tout faire pour bloquer Macron

Ce qui inquiète Macron et les siens, c'est que l'écho de la campagne de l'Union populaire autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon a montré que des millions de personnes refusent les politiques antisociales menées depuis plusieurs décennies et veulent imposer un autre point de vue. Sur le terrain des luttes, on a d'ailleurs pu constater

ces derniers jours et ces dernières semaines que l'élection de Macron n'avait pas éteint les mobilisations, avec notamment de nombreuses bagarres sur les salaires et une journée de mobilisation en défense de l'hôpital le mardi 7 juin.

Une victoire écrasante des partisans de Macron aux élections législatives ouvrirait la voie à la mise en place de reculs sociaux, voire sociétaux. Il y a aussi urgence à faire reculer les idées racistes, sexistes et LGBTIphobes, venues de l'extrême droite mais qui imprègnent l'ensemble du champ politique.

Il faut donc tout faire pour battre Macron, la droite et de l'extrême droite, en faisant élire le maximum

de députéEs de gauche en rupture avec les politiques antisociales et libérales. Nous soutenons donc les candidatures pour une gauche de combat, en rupture avec le social-libéralisme, pour faire entendre notre camp social et lui donner confiance dans sa capacité à se mobiliser.

C'est la raison pour laquelle, dans la grande majorité des circonscriptions, nous appelons à soutenir et à voter pour les candidatEs de la NUPES. Dans d'autres circonscriptions, face à des candidatEs labellisés NUPES mais qui sont issus du Parti socialiste ou de l'aile droite des Verts, voire anciens macronistes, nous menons campagne, là où elles existent, autour de candidatures alternatives, du NPA ou de cadres unitaires regroupant des militantEs anticapitalistes, du mouvement social, féministe, antiraciste...

### Tout reste à construire

Les grandes batailles sont devant nous. Face à une probable victoire de Macron, nous avons besoin de mobilisations massives: des points d'appui existent, avec des luttes pour la défense des conditions de vie et de travail, pour la justice climatique, pour l'égalité des droits, contre le racisme, le fascisme ou les violences policières. Mais face à l'offensive à venir, nous devons les construire de toutes nos forces pour pouvoir inverser le cours des choses. Et même si la NUPES venait à gagner l'élection, nous aurions besoin de mobilisations pour imposer nos revendications au patronat et à l'appareil d'État.

Enfin, nous avons besoin d'avancer dans l'organisation de notre camp: collectifs de lutte, syndicats et associations doivent être régénérées, et les campagnes électorales peuvent servir d'appui pour les reconstruire. Nous avons aussi besoin d'un parti qui affirme clairement qu'au-delà des élections et des luttes immédiates, pour faire face à la crise sociale, écologique et démocratique, il faut une rupture révolutionnaire avec le capitalisme pour construire un monde débarrassé des oppressions et de l'exploitation.

Des élections aux luttes, restons plus que jamais déterminés à faire face à Macron et à l'extrême droite, sans compromis avec ce système et ceux qui le défendent!

## VIOLENCES POLICIÈRES La police tue, l'impunité aussi

Le scandale des violences policières au Stade de France samedi 28 mai lors de la finale de la Ligue des Champions, devant 400 millions de téléspectateurEs, a eu un retentissement international, et beaucoup ont découvert le visage le plus brutal du régime macronien. Depuis lors, les témoignages, reportages et enquêtes se sont succédé, qui démontrent que, contrairement à ce que les mensonges de Darmanin et Lallement ont tenté de faire croire, ce sont bien les autorités qui sont responsables de ces violences, énième démonstration de la propension de la Macronie à recourir systématiquement à la répression pour gérer toute forme de perturbation de «l'ordre».

Cité par Mediapart<sup>1</sup>, un «haut gradé de la gendarmerie», a priori peu soupçonnable de sympathies bolcheviques, a ainsi déploré «les accusations

absurdes portées contre 30 000 à 40 000 supporters. Ces déclarations marquent la double faillite d'un ministre qui non seulement ne sait pas gérer un événement sportif de cette ampleur mais suit les déclarations d'un préfet dangereux et incontrôlé». Et d'ajouter: «Dans d'autres pays, cela aurait valu la démission du ministre et du préfet. Mais en France, aux violences policières, se rajoutent les mensonges pour les couvrir sans que cela ne pose problème.» Difficile d'être plus clair.

Une semaine plus tard, un cran était franchi avec une nouvelle démonstration de la facilité avec laquelle les policiers se sentent autorisés à recourir à la violence, avec cette fois-ci l'usage d'armes à feu contre les passagerEs d'une voiture dans la 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Neuf balles tirées, le conducteur blessé et une passagère tuée d'une balle en pleine tête. Le tout suite à un «refus d'obtempérer». Entretemps, des images avaient circulé sur les réseaux sociaux d'un incident à Gare de l'Est, avec des policiers utilisant des gaz lacrymogènes contre des voyageurEs tenant de monter dans des bus de substitution suite à une panne provoquée par les orages. Un usage de la force aux conséquences moins tragiques que dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, mais

### Une balle en pleine tête

symptomatique lui aussi de la facilité avec laquelle les flics peuvent frapper, gazer, et parfois pire.

Nous l'avons dit et répété durant la campagne présidentielle, et cela nous a même valu une plainte de Darmanin: oui, la police tue. Pour l'avoir dit après la mort de la passagère du véhicule ciblé dans le 18<sup>e</sup>, Jean-Luc Mélenchon s'est retrouvé à son tour au centre d'une campagne menée par les syndicats de flics, le gouvernement, LR et l'extrême droite. Tout ceci confirme que nous vivons bien dans cette étrange époque où, lorsque des flics tuent, c'est à ceux qui le disent que l'on s'en prend, et non à ceux qui sont responsables de ces morts tragiques, quel que soit le

symptomatique lui aussi de la facilité avec laquelle les flics peuvent frapper, gazer, et parfois pire.

# Un monde à changer

## SALAH HAMOURI TOUJOURS EMPRISONNÉ

L'État d'Israël a une nouvelle fois incarcéré notre camarade Salah Hamouri. Arrêté le 7 mars à son domicile, il a été ensuite condamné à une peine de détention administrative de quatre mois – ramenée quelques jours plus tard à trois mois. Depuis, malgré une campagne internationale de protestation, Salah a été maintenu en détention, et le moins que l'on puisse dire est que les autorités françaises ont brillé par leur absence de toute forme de pression sur Israël. C'est ce

qu'ont rappelé, dans un texte commun, diverses organisations, associations et syndicats, exigeant la libération de Salah (ACAT, Amnesty, FIDH, Avocats sans frontières France, CFDT, CGT, Confédération paysanne, FSU, Human Rights Watch, Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, Solidaires, Syndicat des avocats de France, Unef). Un nouvel ordre militaire israélien a été émis le 5 juin, alors que la détention administrative de Salah devait prendre fin le 6 juin.

Il prolonge sa détention administrative de trois mois, jusqu'au 5 septembre 2022.

Comme le souligne le comité de soutien, auquel nous nous associons :

« *Toujours sans jugement ni charge, basé sur un dossier secret auquel ni Salah ni ses avocats n'ont accès, sa détention arbitraire est donc prolongée.*

*Cette nouvelle décision inique témoigne de l'acharnement absolu des autorités israéliennes contre Salah et du manque d'action évident de la diplomatie française.*

*Loin d'être résignés, nous continuerons à nous battre contre ces deux injustices. »*

## Le chiffre

**3** C'est le nombre d'entreprises françaises soupçonnées de complicité de crimes de guerre au Yémen, voire de crimes contre l'humanité. Une plainte a ainsi été déposée par trois associations, le 2 juin, contre Thales, Dassault Aviation et MBDA, car les crimes en question « auraient pu être rendus possibles du fait d'exportations d'armes réalisées par ces entreprises vers l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ». Affaire à suivre...



## Agenda

**Jeudi 9 juin, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou, Rosny-sous-Bois (93).** À 19h, stade Armand-Girodit, salle Sicurani, 118, avenue du Président-John-Kennedy à Rosny-sous-Bois.

**Samedi 11 juin, 4 heures pour la résistance ukrainienne, Paris.** À 13h30, à la bourse du travail, 29, boulevard du Temple Paris.

**Samedi 11 juin, manifestation contre le racisme et l'extrême droite, pour l'égalité des droits de toutes et tous, pour la justice sociale et climatique, Paris.** À 15h, place Blanche.

**Samedi 11 juin, soirée de soutien aux grévistes de Laser, Marseille.** À 18h, au local de Solidaires, 29, boulevard Longchamp.

**Samedi 18 juin, manifestation pour la libération de Georges Abdallah, Paris.** À 15h, place des Fêtes.

**Du dimanche 21 au mercredi 24 août, 14<sup>e</sup> université d'été du NPA, Port-Leucate.** Accueil le samedi 20 août à partir de 14h, départ le jeudi 25 août après le petit-déjeuner.

# ANTIRACISME Contre le racisme et l'extrême droite, pour l'égalité des droits de toutes et tous, pour la justice sociale et climatique, on n'attend pas!

Nous publions ci-dessous l'appel à manifester le 11 juin de la campagne antiracisme et solidarité dont le NPA est signataire.

**E**ncore Macron à l'Élysée, rien de bon à espérer, tout à redouter : on n'attend pas ! 13 millions de voix pour l'extrême droite, le fascisme en embuscade, on n'a plus l'temps ! Cotes d'alerte dépassées pour la planète et le vivant, on n'a plus l'temps ! Réfugiés sacrifiés, sans-papiers pourchassés et surexploités, on n'a plus l'temps ! Les prix explosent, des milliards pour les grands patrons, mourir au travail ou crever au chômage, on n'a plus l'temps ! Crimes racistes, féminicides, crimes policiers, on n'a plus l'temps !

### Alors, on n'attend pas !

- L'égalité des droits pour touTEs, c'est maintenant !
- Liberté de circuler, de manifester, régularisation des sans-papiers, c'est maintenant !
- Justice sociale et climatique, c'est maintenant !

- Pas de fascistes dans nos quartiers, c'est maintenant !
- Le pouvoir de vivre, c'est maintenant !

**Pour être ensemble, pour être visibles, pour s'organiser, on n'attend pas ! Samedi 11 juin, manifestons ensemble !**

Nos quartiers, nos lieux de travail, nos facs et nos lycées, notre pays et notre monde s'appellent Solidarité.

À Paris, la manifestation partira de la place Blanche. C'est là où dans la nuit du 13 au 14 mai, un crime raciste a été commis par un militant fasciste, quelques semaines après l'assassinat du rugbyman Federico Martín Aramburú par un membre des cercles proches de Marine le Pen.

## MANIFESTATION

SAMEDI

# 11 JUIN



**CONTRE LE RACISME ET L'EXTRÊME DROITE  
POUR L'ÉGALITÉ DES DROITS DE TOUTES  
POUR LA JUSTICE SOCIALE ET CLIMATIQUE**

## ON N'ATTEND PAS!

15H ~ PLACE BLANCHE

niveau où ils se situent dans la chaîne de commandement.

### Oui, il faut les désarmer

Il ne fait en effet aucun doute que la multiplication de ces actes de violence, et leur banalisation, pour ne pas dire leur légitimation par nombre de responsables politiques et de commentateurs médiatiques, est un signe des temps. Le néolibéralisme autoritaire a un besoin essentiel des forces de police pour réprimer la contestation sociale, et les gouvernements successifs, en particulier celui de Macron et de ses amis, ont conféré une telle liberté d'action aux flics, doublée d'une impunité absolue, que les composantes les plus réactionnaires de la police se sentent autorisées à faire absolument ce qu'elles veulent. Au cours des dernières années, la situation honteuse qui prévalait dans les quartiers populaires, que nous dénonçons au côté des collectifs de victimes, s'est étendue, avec une généralisation de l'ordre policier, couvert par l'exécutif.

Certains parlent aujourd'hui de « présomption de légitime défense » et voudraient encore un peu plus étendre les dangereuses capacités de nuisance de la police. Face à ce cours autoritaire qui se poursuit et qui, on le sait, nourrit toujours un peu plus l'extrême droite et les secteurs les plus fascistes de la police, il ne faut rien lâcher. L'heure est non seulement à l'exigence de la justice et de la vérité pour toutes les victimes de violences policières, où que ces violences aient eu lieu et quels que soient les prétextes avancés par les flics, mais aussi à une mobilisation pour revendiquer, de façon urgente, le désarmement de la police au contact de la population, et la dissolution de tous les corps spéciaux de répression, à commencer par les BAC et les Brav-m.

**Julien Salingue**

1 – Sébastien Bourdon et Pascale Pascariello, « Incidents au Stade de France : le rapport Lallement embarrasse au sein même du ministère de l'Intérieur », *Mediapart*, 30 mai 2022.



CHARMAG

## NO COMMENT

*Nous ne ferons pas l'écologie contre l'économie.*

ÉISABETH BORNE, *le Point*, 2 juin 2022.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 21  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr



SUISSE

## Grève féministe le 14 juin

En 2019, nous étions des milliers, dans toute la Suisse, à répondre à l'appel lancé par les collectifs de la Grève féministe en descendant dans la rue pour défendre la visibilité et la fin des discriminations subies par les femmes et les personnes dissidentes du système sexe-genre.

Trois ans plus tard, une prise de conscience quant à la légitimité des enjeux soulevés notamment par le Manifeste a peut-être eu lieu. Mais les 19 revendications qui y figurent ne sont toujours pas entendues.



### Une retraite 37% inférieure à celle des hommes

Face à l'offensive néolibérale du gouvernement avec le projet AVS 21, les collectifs féministes, partout en Suisse, se sont mobilisés en s'emparant de la question des retraites et en soutenant le référendum. Le 25 mars 2022, c'est plus de 150 000 signatures, soit trois fois plus que le nombre nécessaire, qui ont été déposées à la chancellerie. Le message est clair : nous refusons de payer la réforme d'un système capitaliste et patriarcal qui nous discrimine tout au long de notre vie. En moyenne, en Suisse, les femmes reçoivent une rente (pension) 37% inférieure à celle des hommes et subissent donc davantage la précarité et la pauvreté. Dans le milieu du travail salarié, les femmes, et en particulier les femmes issues de la migration, sont majoritaires dans les métiers précaires et mal rémunérés. Les métiers majoritairement exercés par des femmes sont mal payés car les compétences requises sont considérées comme « naturelles » et leur pénibilité n'est pas reconnue. Enfin, le travail domestique et reproductif gratuit est assuré à 70% par des femmes. Essentiel au fonctionnement de l'économie capitaliste, le travail domestique est pourtant dévalorisé et invisibilisé. Cette pénibilité et cette précarité ont un impact sur la santé physique et mentale des femmes. Or, là encore, l'accès aux soins et à une prise en charge digne reste discriminatoire pour les femmes et les personnes dissidentes du système sexe-genre. Encore aujourd'hui, la recherche omet trop souvent d'inclure des sujets féminins, transgenres et non-blancs dans les études médicales, ce qui amène à la création de connaissances biaisées et contribue à une mauvaise prise en charge et prévention.

### ToutEs dans la rue le 14 juin

L'accès aux soins est encore plus violent et stigmatisant pour les personnes queers, racisées, grosses et porteuses de handicap. En ne proposant qu'une vision cis-hétérosexuée de la santé sexuelle, en maintenant un coût important des moyens de contraception et en stigmatisant notre droit à l'accès à l'avortement, notre système de santé participe à une société qui cherche à contrôler les corps féminins et dissidents. C'est pourquoi nous continuerons à nous mobiliser. Parce que l'histoire des luttes nous a démontré que demander ne suffit pas, il faut prendre : descendons toutEs dans la rue le 14 juin 2022 ! En solidarité avec toutes les féministes qui luttent, partout, pour défendre leur droit à une vie digne et pour défendre nos revendications, grévons autant qu'il le faudra pour construire un rapport de force politique à même de démanteler ce système capitaliste, cis-hétéropatriarcal, qui nous opprime, nous exploite et nous tue. La révolution sera féministe, solidaire et internationaliste, ou ne sera pas.

Effe Deux

Paru dans le n°406 de *solidaritéS* (Suisse).

Face à un mouvement qui s'amplifie pour obtenir la reconnaissance syndicale, avec parfois des grèves, la direction de Starbucks riposte en fermant des points de vente et en licenciant des employéEs. La guérilla syndicale gagne du terrain, mais n'est pas en mesure de mener une guerre de classe à l'échelle régionale ou nationale.

### Le syndicat a remporté 88% des élections

La campagne actuelle de syndicalisation chez Starbucks a commencé il y a environ un an, au printemps 2021, et en décembre de cette année-là, un magasin de Buffalo, dans l'État de New York, a obtenu un vote majoritaire pour un syndicat, devenant ainsi le premier à se syndiquer. Depuis lors, il y en a eu des dizaines d'autres et la dynamique est en train de s'amplifier. Jusqu'à présent, 100 cafés Starbucks – la plupart comptant entre 10 et 20 employéEs – ont voté pour rejoindre Workers United, tandis que seulement 14 ont voté contre ; autrement dit, le syndicat a remporté 88% des élections. Environ 120 autres cafés sont en train de mener des élections ou attendent de voter. Bien que le nombre total de travailleurEs soit faible, cela représente une reprise significative de la syndicalisation, en particulier dans le secteur de la restauration où seulement 1,2% des travailleurEs sont syndiqués.

L'organisation syndicale se répand dans tout le pays et même dans des régions où il y a peu de syndicats. Par exemple, le syndicat a récemment remporté des victoires dans des votes de reconnaissance dans le Sud : à La Nouvelle-Orléans (Louisiane), à Tallahassee (Floride) et à Columbia (Caroline du Sud). L'organisation d'un syndicat en Caroline du Sud, l'État ayant le taux de syndicalisation le plus bas des États-Unis, seulement 1,7% des travailleurEs sont représentés par des syndicats, représente un succès important.

## ÉTATS-UNIS Le syndicat et l'entreprise mènent une guérilla chez Starbucks

Les travailleurEs de Starbucks et leur syndicat, Workers United, sont engagés dans une sorte de guérilla contre l'entreprise multimilliardaire : ils mènent de petites actions, en s'attaquant à un magasin à la fois.



Face à la progression de Workers United, l'entreprise riposte. Au cours des derniers mois, Starbucks a licencié vingt employéEs engagés dans des activités de syndicalisation. Ils et elles sont toujours officiellement licenciés pour autre chose, bien sûr, comme le non-respect d'un règlement de l'entreprise. Starbucks a récemment annoncé qu'il ferait l'un des magasins récemment organisés à Ithaca, dans l'État de New York, où les travailleurEs avaient fait grève. Workers United a déposé auprès du National Labor Relations Board quelque 175 plaintes pour pratiques de travail déloyales de la part des directions.

Pourtant, les travailleurEs et le syndicat ne sont pas découragés. Le Syndicat des employéEs des services,

un des plus grands syndicats des États-Unis avec deux millions de membres, auquel est affilié Workers United, a créé un fonds de grève d'un million de dollars pour compenser la perte de rémunération des grévistes.

### Une lutte de longue haleine

Le mouvement syndical de Starbucks est le reflet des employéEs de l'entreprise ; il s'agit d'un mouvement composé principalement de jeunes, femmes et hommes de toutes les communautés. Les femmes représentent 70% des travailleurEs de Starbucks ; les Blancs sont 50%, les Latinos 27% et les Noirs 8% ; et la plupart des travailleurEs ont entre 20 et 30 ans.

Les salariéEs de Starbucks s'organisent parce que le travail est trop

intense, que le salaire est trop faible, que les conditions de travail ne sont pas toujours sûres et qu'ils ont le sentiment que l'entreprise ne les respecte pas toujours. Un barista de Starbucks gagne en moyenne 13,50 dollars de l'heure, soit 26 325 dollars par an, ce qui est moins qu'un salaire de subsistance. Les travailleurEs de Starbucks ont cherché à obtenir la reconnaissance du syndicat par le biais de votes supervisés par le NLRB (Office fédéral des relations du travail), mais ils se sont également engagés dans des débrayages et de courtes grèves, des actions qui sont importantes pour renforcer la confiance des travailleurEs et accroître la combativité du syndicat. Tant les élections que la grève ont accru la visibilité du syndicat, de sorte que d'autres travailleurEs de Starbucks voient également la possibilité de s'organiser.

La campagne de syndicalisation de Starbucks a connu un succès considérable. On ne peut qu'admirer cette réussite. Ils ont organisé 100 cafés, mais il y en a 15 400 dans le pays. Les travailleurEs ne sont pas encore suffisamment présents pour s'organiser au niveau régional, et encore moins au niveau national, et il faudra probablement une grève régionale ou même nationale – comme cela s'est produit dans d'autres industries comme l'automobile et l'acier, les transports et les employéEs du secteur public – pour que tous les travailleurEs de Starbucks soient syndiqués.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

## GRÈCE Soutien aux mobilisations étudiantes !

Le 26 mai, un étudiant de Salonique, Yannis Doussakis, a failli être tué par une grenade tirée par un des nombreux CRS grecs, les MAT, ayant envahi la fac. Depuis cette date, un mot d'ordre des nombreuses manifs de protestation est très clair : « Elle n'est pas tombée par hasard, la grenade ».

En créant une police universitaire (OPPI) qui va entrer en fonctions, Mitsotakis et son gouvernement de droite extrême veulent terroriser la jeunesse universitaire. Ces derniers jours, de très nombreux étudiantEs ont été blessés ou arrêtés lors de fortes mobilisations.

### Que les MAT matent la jeunesse rebelle !

En fait, depuis l'été 2019 où Mitsotakis junior, ex-étudiant d'une fac privée étatsunienne, est devenu Premier ministre, avec nomination au ministère de l'Éducation et des Cultes d'une ultra-libérale bigote, Niki Kerameos, les étudiantEs sont mobilisés, alors contre la suppression de l'asile universitaire. Mais bien avant cette date, la droite, avec l'aide de ses médias aux ordres, crachait sur l'université publique, entre selon ses propagandistes de la gauche et de la drogue (manquent le wokisme et l'islamogauchisme !). Les étudiantEs se préparaient à une résistance active contre une répression multiforme, avec carrément maintenant des flics filmant ou filant les étudiantEs, et des provocateurs rappelant des heures bien sombres...



La fac Aristote de Salonique est en pointe des mobilisations mais aussi des provocations : les flics n'ont pas hésité à faire entrer un véhicule canon à eau pour mieux réprimer... ce qui a permis aux étudiantEs d'organiser une belle conférence de presse devant l'engin ! Face à cette politique anti-jeunes au nom de la ligne « Loi et ordre », les protestations et manifs sont permanentes : manif de 5 000 étudiantEs et secteurs du mouvement ouvrier à Salonique le 27 mai ; dans plusieurs villes universitaires notamment le 2 juin, enseignantEs excédés criant aux MAT de disparaître pour pouvoir enseigner ; condamnation d'Amnesty International ;

texte étudiant avec des centaines de signatures dénonçant la tentative de transformer l'université en « lieu socialement stérile livré aux prétoires et aux intérêts des entreprises privées »...

Et ce qui a giflé le gouvernement, c'est le résultat des élections universitaires, chaque département organisant des élections par listes de tendances, en fait fractions politiques, en l'absence d'un syndicalisme étudiant (ré)unifié ; alors que depuis environ 40 ans, c'est la tendance de droite qui l'emportait, elle s'effondre à environ 27%, la tendance PC (KKE) est en tête avec environ 34%, la tendance gauche

radicale atteignant pas loin de 20%, et celle de Syriza obtenant 2,5%...

### Un projet d'université ultra-libéral

Bien sûr, la répression constante a pour but d'imposer un projet que Kerameos vient de déposer : réduire drastiquement le nombre d'étudiantEs dans le public (20 000 empêchés d'accès en 2021, donc poussés pour certainEs vers des petites boîtes d'études privées...), faire conclure des accords pour des diplômes répondant aux stricts besoins des entreprises, avec sélection sociale accrue (passage à des bourses sur critères non plus sociaux mais « au mérite ») et menaces sur l'existence de petites facs dans les villes moyennes. Le second axe : modifier l'administration, en supprimant le fonctionnement collectif (le président d'université, au lieu d'être élu par des centaines de collègues, serait élu par un « conseil » de 11 membres, dont cinq extérieurs à la fac) et en cassant la vie démocratique étudiante, visant à éliminer les actuels regroupements politico-syndicaux... La fac du clientélisme, telle est la vision de la droite et de la ministre désormais appelée simplement « des Cultes » !

Dans cette situation, le mouvement va sûrement s'étendre, si le fonctionnement en AG arrive à se développer. Ce qui est clair : il aura besoin de toute la solidarité internationale !

À Athènes, A. Sartzekis

## AFRIQUE Mali-France: la rupture

Au cours des dernières semaines, le Mali a pris deux importantes résolutions: la sortie du G5 Sahel et la dénonciation des accords de défense avec la France. Ces décisions interviennent alors que l'influence de Paris décline dans son pré carré africain, conséquence notamment de son incapacité à vaincre les djihadistes dans la région.

Le choix du Mali de quitter l'alliance militaire du G5 Sahel regroupant la Mauritanie, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad est motivé par le refus de lui accorder la présidence tournante qui lui revenait de droit. Au-delà du symbole qui met à mal l'unité des États sahéliens, ce départ ne devrait pas avoir beaucoup de conséquences sur le dispositif militaire. Créée en 2014, cette structure a eu du mal à émerger par manque de financement. Si elle est effective depuis 2017, elle n'a jamais réussi à jouer un rôle prépondérant par rapport à la mission onusienne de la Minusma ou à l'opération française Barkhane. Les experts décrivent le fonctionnement de cette alliance comme une juxtaposition de coopérations militaires bilatérales sur les frontières des différents pays. L'autre décision concerne la dénonciation de trois textes qui régissent la présence des forces militaires, françaises dans le cadre de Barkhane, et européennes avec Takuba. Pour les autorités de transition, cette rupture est avec effet immédiat alors que le Quai d'Orsay entend prendre son temps pour l'évacuation totale de ses troupes. Ces différences d'appréciation de timing peuvent être source d'incidents ou de conflits.

### Un impérialisme en perte de vitesse

Cette rupture s'effectue dans le cadre d'un affaiblissement de



Lors du coup d'État de 2020. WIKIMEDIA COMMONS

la France en Afrique, comme le montrent les séries de manifestations contre la politique de Paris. Au Burkina Faso puis au Niger contre le passage du convoi de Barkhane, qui a provoqué la mort de trois personnes, sans qu'aucune enquête sérieuse n'ait été diligentée. À Dakar, les manifestations contre l'inculpation du principal opposant Omar Sonko ont été l'occasion de saccages des enseignes françaises. Tout récemment un scénario identique s'est produit à N'Djamena au Tchad. Ce déclin de Paris est perceptible à tous les niveaux. Sa bétise diplomatique a poussé la République centrafricaine dans les bras des Russes qui n'en demandaient pas tant<sup>1</sup>. On voit aussi la baisse de son rayonnement économique et son incapacité à marquer des points significatifs dans le conflit du Sahel.

Dit autrement, les djihadistes sont en train de gagner la guerre. Ce conflit, situé au nord du Mali au début de l'année 2012, s'est propagé sur une grande partie du Sahel et atteint désormais les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest comme le Bénin, la Côte d'Ivoire ou le Togo. Hollande, en déclarant bien imprudemment que l'opération Serval allait éradiquer le terrorisme, a non seulement donné des faux espoirs aux populations mais surtout a laissé penser que ce problème pouvait être traité militairement en délaissant les aspects politiques, économiques et sociaux qui nourrissent le conflit. Si les récriminations justifiées des populations africaines contre la politique de la France ont bien été perçues par les services diplomatiques, les réponses du Quai d'Orsay n'ont pas été à la hauteur.

Les quelques mesures cosmétiques annoncées au sommet Afrique-France de Montpellier n'ont pas eu l'effet escompté.

### Les illusions perdues ou les illusions perdurent

La situation politique au Mali est des plus instables. Les autorités de ce pays viennent d'annoncer qu'elles ont déjoué un coup d'État, soit le quatrième depuis la prise du pouvoir par la junte. Dans le même temps les voix discordantes sont pourchassées et emprisonnées. Omar Mariko, le dirigeant du parti Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance (Sadi), est dans le collimateur. Difficile cependant pour les putschistes de le faire passer pour un agent de la France alors que son organisation a été la seule à émettre de fortes réserves sur l'intervention française au Mali.

Les putschistes n'ont pas libéré le pays, ils ont simplement changé de maître. Dorénavant c'est l'impérialisme russe qui dicte sa loi. Plus le pays sera isolé et plus il sera facile pour les mercenaires de la société Wagner de continuer leurs exactions contre les civils et de piller le pays.

En Afrique, dans les années 2000, l'engouement était à son comble pour la Chine supposée sauver et développer le continent, puis en 2010 la passion s'est portée sur Obama au motif de ses origines kenyanes. Aujourd'hui on brandit le portrait de Poutine dans le rôle de sauveur. Dans cette énumération, il n'y a ni ironie ni jugement mais un simple constat des conséquences du manque cruel, pour les populations, d'une véritable alternative politique et sociale.

### Paul Martial

1 - Voir «Russie en Afrique: mercenariat et prédation», dans L'Anticapitaliste n°596 (23 décembre 2021).

## COLONIES FRANÇAISES D'AMÉRIQUE

# Retour sur les succès de Le Pen à la présidentielle

Au soir du second tour de l'élection présidentielle en Guyane, Martinique et Guadeloupe, c'est le coup de tonnerre. Marine Le Pen, l'héritière de l'extrême droite colonialiste, nérophobe et suprémaciste, arrive en tête dans ces trois territoires avec des scores astronomiques, 60% en Martinique, 60% en Guyane et 70% en Guadeloupe.

Au soir du premier tour, Mélenchon fait ses meilleurs scores dans ces trois territoires (50% en Guyane, 53% en Martinique et 56% en Guadeloupe). Parallèlement, Macron y fait ses moins bons scores (14% en Guyane, 16% en Martinique et 13% en Guadeloupe). L'extrême droite (RN et Reconquête cumulés) fait quand à elle des scores en léger recul en Guyane (22% contre 24% en 2017) et en forte progression en Martinique (16% contre 11% en 2017) et en Guadeloupe (20% contre 13% en 2017).

### Un second tour marqué par un fort vote anti-Macron

Le second tour a lui été marqué par un fort vote anti-Macron, avec un important report de voix des électeurEs de Mélenchon sur le vote Le Pen. Au vu des résultats du premier tour, on aurait pu s'attendre à une abstention massive, mais c'est le contraire qui s'est exprimé avec une hausse de deux à trois points de la participation. On pouvait également s'attendre à une vague de votes blancs et nuls mais, bien que leur nombre soit légèrement plus élevé qu'au niveau national (8,5% contre 12% en Guyane, 13% en Martinique et 11% en Guadeloupe) le vote blanc ou nul n'a pas été massivement utilisé pour marquer sa désapprobation de l'affiche du second tour. Ce que l'on constate c'est que les électeurEs ont utilisé massivement le bulletin de vote Le Pen pour voter contre Macron.

### Comprendre les ressorts du vote Le Pen

Nous voyons trois ressorts qui ont permis l'expression de ce vote Le Pen. Tout d'abord la dédramatisation du RN qui a marché plein pot. Lorsqu'un Zemmour assume ses sorties suprématistes, il est facile pour Le Pen de s'en démarquer afin de polir son image. Cette dédramatisation a fonctionné, permettant à la Présidente du RN de parader en Guadeloupe lors de la campagne, ce qui semblait encore impossible lors de la dernière présidentielle. Autre élément non négligeable, c'est l'absence de représentants locaux du RN. Paradoxalement, cette absence fait qu'il n'y a pas d'identification claire de ce que représente l'idéologie du RN dans ces territoires. Si les Antillais voyaient par exemple, les représentants locaux du RN soutenir les békés et condamner les militants qui déboulonnent les statues, ils estimeraient plus justement les dangers que représente l'idéologie fasciste dans ces colonies.

### Réseaux complotistes

Enfin, il nous semble important de revenir sur ce qui fut moteur de la révolte dans les Antilles et qui ne semble pas étranger au vote massif pour l'extrême droite, à savoir l'influence des réseaux complotistes dans ces trois territoires où l'opposition à l'obligation vaccinale c'est rapidement transformée en opposition à la vaccination anti-covid. Alimenté par les réseaux sociaux, les thèses complotistes se sont d'autant plus facilement répandues que la défiance envers l'État colonial est grande et s'est massivement diffusée par les boucles militantes de syndicats, d'organisations panafricanistes ou nationalistes. De manière assez inhabituelle, on a vu des dizaines de vidéos clairement identifiées d'extrême droite, qui ont circulé sur l'ensemble des réseaux sociaux, sans soulever de grandes oppositions.

Nous devons donc clairement mesurer l'impact de ces divers réseaux sous influence de l'extrême droite afin de mieux les combattre. Les formations militantes à l'antifascisme vont devoir se multiplier ces prochains temps pour éviter la contagion par le poison mortel de l'extrême droite.

Correspondant

## DÉCLARATION Soutien à la lutte ukrainienne pour l'autodétermination et l'indépendance

Extrait d'une déclaration adoptée par le bureau exécutif de la Quatrième Internationale.

L'invasion de Poutine est une guerre d'agression, visant à soumettre le territoire ukrainien au contrôle russe, dans le cadre du retour d'un grand projet impérialiste russe.

### Contre les impérialismes

Les UkrainienEs mènent une lutte de libération nationale contre l'invasion. Nous soutenons leur droit de résister, y compris militairement, et nous sommes solidaires de leur choix de le faire. Nous défendons leur droit de s'armer et donc de recevoir les armes nécessaires pour résister contre une armée beaucoup plus puissante. Cette guerre est menée dans le contexte d'un nouveau conflit inter-impérialiste. Dans cette guerre, l'impérialisme occidental, représenté par l'Otan et l'UE, a pris partie et soutient financièrement et matériellement la résistance de l'Ukraine. Cela a clairement renforcé la résistance et amélioré ses perspectives.

Nous dénonçons l'objectif évident des dirigeants des États-Unis et de l'UE de faire évoluer la guerre en fonction de leurs propres intérêts: la perspective d'un second cauchemar afghan pour la Russie ouvre

déjà d'énormes possibilités d'augmentation des budgets militaires, de déploiement de nouvelles technologies militaires, de l'expansion de l'Otan et l'amélioration de la position géostratégique mondiale des États-Unis. Ils visent à utiliser le champ de bataille de l'Ukraine pour la réalisation de leurs objectifs géopolitiques.

Pour l'instant, les deux puissances impérialistes, la Russie et l'Otan, ont évité toute confrontation directe qui pourrait dégénérer en une guerre inter-impérialiste. Personne n'a intérêt à une telle escalade, mais elle pourrait être le résultat d'une spirale incontrôlée. Un tel scénario de guerre mondiale est un danger objectif dans la phase impérialiste du capitalisme. Il serait catastrophique pour l'humanité et la planète, et nous nous opposons à toute escalade qui pourrait transformer cette guerre en une confrontation inter-impérialiste directe.

### En soutien aux luttes pour l'autodétermination

En tant que révolutionnaires et internationalistes, nous affirmons que la sortie de la logique du conflit inter-impérialiste et de l'escalade est la résistance des peuples par le

bas; pour l'autodétermination et contre les invasions étrangères. Le choix des UkrainienEs de résister a bloqué l'annexion rapide que visait la Russie. La défaite de l'invasisseur russe par le peuple ukrainien serait le meilleur scénario pour les luttes pour l'autodétermination et contre les impérialismes de toutes sortes. Le renforcement de la résistance ukrainienne et des mouvements anti-guerre en Russie (et en Biélorussie) sont deux facteurs nécessaires à la réalisation de ce scénario.

L'invasion de Poutine a donné un énorme coup de pouce au programme d'expansion de l'Otan, la Suède et la Finlande demandant leur entrée. Nous nous opposons à cette dynamique: nous rejetons la logique des blocs militaires et travaillons pour un nouveau concept transeuropéen de sécurité basé sur l'autodétermination, des relations égalitaires entre les peuples, y compris la Russie, des traités urgents de dénucléarisation et la dissolution de l'Otan et de l'OTSC. De même, nous rejetons les traités, les institutions financières et les politiques de l'UE, et dénonçons la manière dont ils sont utilisés pour soumettre les pays de la périphérie de l'Europe à des relations



néocoloniales. Les contradictions entre la demande ukrainienne d'une intégration européenne «rapide et juste» et la réalité des critères de l'UE devraient nous aider à soulever la question de nouveaux traités pour des relations européennes basées sur la coopération et non sur la concurrence du marché, le dumping fiscal et social. Nous voulons construire un mouvement d'en bas, pour une paix juste et durable, en solidarité avec la lutte des peuples ukrainien et russe contre l'invasion de Poutine et les stratégies de l'Otan, pour une paix juste et pour l'autodétermination de l'Ukraine.

Nous exigeons le transfert urgent des budgets militaires vers les besoins vitaux d'une transformation écosocialiste du monde, basée sur la justice sociale et environnementale et contre toutes les relations néocoloniales.

Version intégrale sur <https://fourth.international/>

## LE NPA EN CAMPAGNE

**L**es 12 et 19 juin ont lieu des élections législatives importantes. Pour Macron, élu avec des scores historiquement bas, l'objectif est de maintenir une majorité lui permettant de continuer à servir la classe dominante. Derrière l'annonce de grandes priorités en faveur du pouvoir d'achat ou de la santé, se cachent en réalité de nouveaux reculs sociaux, notamment l'âge de départ à la retraite. La vieille droite LR et l'extrême droite ne s'opposent pas à Macron, souhaitant simplement conserver ou étendre leur place dans l'hémicycle, en espérant engranger les fruits pourris de la politique antisociale et autoritaire du macronisme.

Les affaiblir, y compris par les élections, est donc un enjeu important afin de mettre notre camp social, le monde du travail, en meilleure position pour développer les mobilisations, construire une gauche de combat, vers une alternative anticapitaliste. Il faut essayer de battre Macron, la droite et l'extrême droite, en faisant élire le maximum de députéEs de gauche en rupture avec les politiques antisociales et libérales. Nous soutenons donc les candidatures pour une gauche de combat, en rupture avec le social-libéralisme, pour faire entendre les classes populaires et leur donner confiance dans leur capacité à se mobiliser. C'est la raison pour laquelle, dans la grande majorité des circonscriptions, nous appelons à soutenir et à voter pour les candidatEs de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale. Dans plus de 70 circonscriptions où existent des comités du NPA, ce soutien se traduit du simple appel public à voter pour la candidature locale de la NUPES jusqu'à la participation des militantEs anticapitalistes à la campagne communale. C'est par exemple le cas dans l'Est parisien autour des candidatures de Danielle Simonnet ou de Sarah Legrain, ou en Moselle autour de Charlotte Leduc et Lisa Lahore, ainsi que dans bien d'autres endroits où le NPA mène campagne avec le matériel de la NUPES ou autour de son matériel propre d'appel au vote. Ce soutien se fait sans taire nos critiques et surtout nos propositions pour un programme de rupture, s'appuyant sur des incursions dans la propriété privée capitaliste, le combat contre toute forme de répression, et pour que la coalition ne se résume pas à une union électorale mais serve à construire des luttes sociales.

Dans d'autres circonscriptions, face à des candidats labellisés NUPES mais qui sont issus du Parti socialiste, voire anciens macronistes, nous menons campagne, là où elles existent, autour de candidatures alternatives, issues du NPA ou de cadres unitaires regroupant des militantEs anticapitalistes, du mouvement social, féministe, antiraciste ou antifasciste... Ainsi, le NPA est partie prenante de la candidature de Raphaël Arnault, ancien porte-parole de la Jeune Garde antifasciste, dans la deuxième circonscription du Rhône, face à Hubert Julien-Laferrrière, l'ex-macroniste revenu via Génération Écologie et officiellement investi par la NUPES. C'est aussi le cas dans la troisième circonscription de Charente, avec la candidature d'Alexandre Raguet, face à Marie-Pierre Noël, PS investie par la NUPES, et à Jérôme Lambert, un PS dissident réactionnaire.

Pour donner un aperçu de cette politique, nous avons interviewé trois camarades impliqués dans les campagnes locales.

MACRON ANNONCE DES MESURES EN FAVEUR DU POUVOIR D'ACHAT



CHARMAG



## 3<sup>e</sup> CIRCONSCRIPTION DE CHARENTE « ON S'ÉTAIT ENGUEULÉS SUR DE LA PRÉSIDENTIELLE MAIS LÀ ON ÉTAIT D'ACCORD POUR FAIRE LA CAMPAGNE DU PS CE N'EST PAS POSSIBLE »

Entretien avec **Alexandre Raguet**, candidat.

**Peux-tu nous présenter rapidement la candidature ?**

Nous sommes deux militantEs du NPA, Alexandre Raguet et Hélène Topouria. Dans la 3<sup>e</sup> circonscription de Charente, la gauche c'est nous, puisque ça ne peut être la NUPES, représentée par une candidate issue du PS, ni par le député sortant très lié au PS (Jérôme Lambert), connu pour ses votes réacs...

L'idée de se présenter est venue de discussions entre militantEs et sympathisantEs du NPA, de LFI, des luttes anti-bassines... On s'était engueulés sur les votes de la présidentielle mais là on était toutes et tous d'accord pour dire que faire la campagne du PS ce n'est pas possible...

**Comment se déroule la campagne ?**

La campagne se déroule bien, nous avons beaucoup de retours positifs. On passe dans de nombreux villages (notre circonscription est immense) pour coller les affiches et distribuer nos tracts. D'un autre côté, on essaye de rencontrer des collectifs et des associations, qui luttent sur des problématiques locales qu'on

soutient, on a par exemple rencontré l'association de défense de l'hôpital de Ruffec, le collectif « Bassines, Non merci » de l'Aume-Couture, la CGT, les salariéEs de la base d'Anais, etc.

**Quels sont les enjeux locaux de cette campagne ?**

La lutte autour de l'hôpital de Ruffec. Le collectif qui défend l'hôpital existe depuis 1994, ses membres ont lutté contre la fermeture de la maternité, puis celle du service chirurgical, et aujourd'hui contre la fermeture des lits. Ils ont des revendications essentielles comme l'augmentation des salaires, la formation et la qualité de la formation, et bien sûr, l'embauche. Le manque d'effectifs et l'absurdité bureaucratique pèsent lourdement sur les soignantEs, qui se retrouvent avec des charges de travail colossales, à qui l'on délègue toutes sortes de tâches annexes qui sont complètement éloignées de leur corps de métier, tout en étant sous-payés. Et il y a aussi la lutte contre les méga-bassines. Il existe déjà 14 bassines sur notre territoire du Nord-Charente et neuf autres



sont en projet alors que nappes et rivières sont mal en point... Sur ce terrain-là encore, il n'y a rien à attendre de la droite et de la gauche « socialiste » qui défendent l'agrobusiness. En finir avec les bassines, c'est en finir aussi avec le capitalisme... avec la guerre de l'eau, mondiale, qui fait des ravages partout, de l'Euphrate à l'Égypte, en passant par la Charente et les Deux-Sèvres. Nous n'en sommes pas ici encore à la guerre et aux morts, mais nous vivons une sécheresse

historique et désastreuse et faisons partie de « l'équation ». Lutter contre les bassines, pour l'eau comme bien commun et pour le respect de la planète, du vivant, et des paysanEs, c'est aussi lutter pour l'accueil des migrantEs qui souvent fuient les guerres liées à l'eau, ou le manque d'eau lui-même.

**Avec quelles forces et collectifs travaillez-vous ?**

Depuis les élections régionales de l'an dernier, nous avons tissé des

## 2<sup>e</sup> CIRCONSCRIPTION DU RHÔNE « C'EST UNE CAMPAGNE UNITAIRE PAR EN BAS, NOUS AVONS DÛ TOUT FAIRE PAR NOUS-MÊMES ET PAR LES DISCUSSIONS COLLECTIVES »

Entretien avec **Mathilde Millat**, suppléante de Raphaël Arnault.

**Peux-tu nous présenter rapidement la candidature ?**

Notre candidature est assez atypique ! Les accords de la gauche ayant tiré vers la droite en faisant alliance avec le PS et le pôle écologiste, nous nous retrouvons dans certaines circonscriptions avec des libéraux sous l'étiquette « NUPES ». C'est le cas dans la 2<sup>e</sup> circonscription du Rhône où le candidat sortant a été investi alors qu'il a été élu sous la bannière LREM il y a cinq ans, et a voté 65% des lois de la majorité parlementaire macroniste.



Cette situation était intolérable pour les militantEs de terrain, que ce soit les militantEs de LFI,

du PCF et même certains écolos. C'est pourquoi on a décidé collectivement de présenter Raphaël Arnault, ex porte-parole de la Jeune Garde. Comme c'est une campagne qui ne s'inscrit pas dans des accords nationaux, mais une campagne unitaire par en bas, nous avons dû tout faire par nous-mêmes et par les discussions collectives.

**Comment se déroule la campagne ?**

Il n'y a pas de mots assez forts pour décrire l'énergie de cette campagne, forte de plus de 100 militantEs de terrain. On arrive à discuter avec énormément d'habitantEs et on est très soutenu aussi bien sur le terrain que par des personnalités et des éluEs locaux.

Nous avons réussi à mettre en place très vite une organisation démocratique de prise de décision et de travail en commission pour

être le plus efficace possible tout en prenant en compte les envies et les idées de chacunE.

Cela a par exemple été le cas pour décider de la ligne programmatique qui sera défendue tout au long de la campagne. Même si le socle des mesures est celui de *L'Avenir en commun*, nous avons pu faire pencher des mesures importantes plus à gauche, comme la régularisation de touTEs les sans-papiers, ou encore la retraite à 55 ans pour les métiers les plus pénibles, ou alors mettre en avant des mesures qui ne l'étaient pas, comme le changement d'état civil pour les personnes trans sur simple demande.

**Quels sont les enjeux locaux de cette campagne ?**

La 2<sup>e</sup> circonscription du Rhône (quartier de la Croix-Rousse, de la presqu'île et la Duchère) est riche d'engagement associatifs, militants et locaux. De nombreuses luttes

locales ont été des marqueurs forts de l'identité du territoire : le rond-point de Croix-Rousse pendant les Gilets jaunes, les collectifs de soutien aux mineurEs isolés avec l'occupation du collège Maurice-Scève, la lutte contre la gentrification, la bataille contre la fermeture du dernier guichet SNCF, la lutte contre les attaques de l'extrême droite très présente dans la ville... Pendant la campagne nous essayons de mettre en mouvement toutes ces luttes, en faisant des liens entre elles et en portant leur voix.

**Avec quelles forces et collectifs travaillez-vous ?**

Nous travaillons avec les militantEs de La France insoumise de la circonscription, des militantEs du PCF, d'Ensemble!, du NPA, d'EELV, de la Jeune Garde et d'autres associations écologistes et collectifs militants implantés sur le territoire.

**Quelque chose à ajouter ?**

À travers cette candidature, nous voulons porter plusieurs choses. Tout d'abord, la mise en pratique, par la base, des accords de la gauche que nous aurions aimé avoir : celle d'une gauche de rupture avec les politiques libérales, racistes et antisociales des dernières années. Nous voulons également porter une manière de faire de la politique, celle du bas vers le haut, avec toutes les forces militantes présentes, et par des personnes qui ne sont pas des professionnelles de la politique mais bien des travailleurEs et des militantEs de terrain.

### ZEMMOLIR DÉBARQUE DANS LE VAR



# ONS

## R LES VOTES UR DIRE QUE BLE»

liens avec des militantEs de LFI. Ces liens persistent et quelques militantEs font campagne avec nous. D'autres nous soutiennent et disent qu'ils et elles voteront pour nous. Toutefois, la campagne est essentiellement menée par des militantEs du NPA et des sympathisantEs. Dans cette circonscription très rurale, où la plus grande ville compte moins de 4 000 habitantEs, nous rassemblons une quinzaine de personnes. C'est le fruit des régionales et de la présidentielle où nous avons parcouru le terrain en large et en travers.

**Quelque chose à ajouter ?**

Sans partir dans des estimations chiffrées, nous avons des ambitions avec cette élection qui dépassent la candidature de « témoignage ». Nous espérons peser, y compris électoralement, pour être un pôle attractif dans la nécessaire recomposition de la gauche radicale, qui ne peut aucunement se faire avec le PS. On le dit à celles et ceux qui ont voté Mélenchon en se disant « un autre monde est possible » : là, pour qu'un autre monde soit possible, mieux vaut voter pour nous puis préparer dès maintenant un cadre collectif pour les luttes à venir.

**Peux-tu nous présenter rapidement la candidature ?**

Dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris on ne présente plus Danielle Simonnet. Éluée depuis 2001, elle est toujours très impliquée dans les luttes des quartiers populaires de l'arrondissement. Dès 2001, en tant que maire adjointe, elle a lancé le premier « conseil de la citoyenneté des habitantEs non communautaires » paritaire. Elle a participé à la forte campagne unitaire dans l'arrondissement pour le « non » au référendum de 2005 sur la Constitution européenne. En 2006, elle était à l'initiative des premiers parrainages des jeunes lycéens sans papiers. Le collectif unitaire pour la réouverture du centre IVG de Tenon lancé en 2009 a toujours bénéficié de son soutien actif et visible, comme toutes les luttes des salariéEs et des usagerEs des services publics (poste, transport), des salariéEs du privé. Éluée en 2001 et 2008 sur la liste PS, elle le quitte avec Jean-Luc Mélenchon pour fonder le Parti de gauche en 2009 et joue un rôle important dans le Front de gauche, La France insoumise, l'Union populaire depuis.

**Comment se déroule la campagne ?**

Cette campagne de terrain s'organise par des assemblées générales

Entretien avec **Penelope Duggan**, membre de la direction du NPA et militante dans le 20<sup>e</sup> arrondissement.



et des groupes d'actions, et de façon très active en faisant des diffusions de tracts devant les écoles le matin, sur les marchés et les métros, et notamment par les porte-à-porte dans les cités en fin d'après-midi. Les meetings plutôt que d'être dans les salles prennent la forme d'apéritifs festifs en plein air sur les différentes places de la circonscription. À chaque meeting, des acteurs et actrices des luttes locales sont invités à prendre la parole pour démontrer que ces luttes relèvent de la politique nationale, parce qu'en fin de compte ce sont les lois adoptées par l'Assemblée nationale qui vont tout régler.

Cette volonté d'aller vers les gens émane du souci de mobiliser les électeurs de la présidentielle – Mélenchon a fait un score de 45% et était en tête dans tous les bureaux de vote au premier tour de la présidentielle 2022 – mais aussi les abstentionnistes. On n'oublie pas celles et ceux qui peuvent se considérer comme non-concernés par la campagne parce qu'ils et elles n'ont pas le droit de vote. La campagne prend position pour le droit de vote des résidentEs étrangers et a lancé un appel de celles et ceux qui n'ont pas le droit de vote à voter pour Danielle.

**Quels sont les enjeux locaux de cette campagne ?**

Le 20<sup>e</sup> est un arrondissement « à gauche » avec une tradition de mobilisations unitaires, notamment autour des questions du racisme, de solidarité avec les sans-papiers, mais aussi défense de ses services publics comme l'hôpital Tenon. Cette campagne électorale mobilisant les forces de gauche, dont le NPA, doit servir à renforcer cette disponibilité de se mobiliser de façon unitaire et collective pour faire face aux attaques d'un gouvernement Macron bis ou, dans le cas d'une Assemblée à majorité de gauche, les blocages du système contre la mise en application du programme NUPES. Donc la priorité est de gagner face au candidat de Macron, mais également face à la candidate du PS, qui a rompu l'accord ici et présente une candidate qui n'est pas une militante de terrain investie dans les luttes et avec la perspective de mener ces batailles.

**Avec quelles forces et collectifs travaillez-vous ?**

La campagne rassemble les forces de l'accord NUPES (FI, Générations, POI, EELV, PCF) sauf le PS. Le NPA est présent

en tant que tel avec son logo sur le matériel de la campagne. La campagne mobilise aussi bien des militantEs expérimentés des différentes luttes locales que beaucoup de jeunes, et pas jeunes, qui ont été attirés par la campagne Mélenchon.

**Quelque chose à ajouter ?**

Les médias évidemment adorent parler de « Comment la gauche parisienne se déchire dans le 20<sup>e</sup> arrondissement » (*Le Journal du dimanche*, 14 mai). Et, depuis le 3 juin, ils ont trouvé un autre sujet : « Législatives : deux candidates LFI critiquées pour s'afficher avec Jeremy Corbyn » (*Huffington Post*, 4 juin) en ressortant la calomnie que Jeremy Corbyn est antisémite, accusation déjà portée contre Danielle Simonnet elle-même pour son opposition à l'inauguration d'une Place de Jérusalem dans Paris, et le rejet de sa proposition d'inscrire sur la plaque « Jérusalem capitale de deux États », et invitation du seul maire de Jérusalem-Ouest. Le collectif de campagne reste fier d'avoir eu Jeremy Corbyn comme invité surprise à son récent apéritif populaire pour apporter une solidarité internationale.

## ENTREPRISES

## À Capgemini, la mobilisation sur les salaires continue

Cette année, chez Capgemini, s'est constituée une intersyndicale regroupant six organisations syndicales, dont la CFDT, première organisation syndicale avec 28,1% des voix, la CGT (13,5%), l'UNSA, FO, etc., qui revendique une augmentation générale des salaires de 2500 euros annuels pour toutes et tous.

Une paille par rapport aux résultats exceptionnels en 2021 de Capgemini, première ESN (Entreprise de services du numérique) d'Europe. Rien que sur la France, le résultat net s'élève à environ 240 millions d'euros. À comparer avec l'enveloppe prévue par la direction de 42 millions d'augmentations individuelles qui, comme d'habitude, sont attribuées à la tête du client et qui profitent essentiellement aux hauts salaires. Et à comparer surtout avec le misérable accord salarial proposé par la direction, et signé par la CGC et la CFDT, un rattrapage entre 400 et 1000 euros pour les salariéEs qui n'ont pas été augmentés depuis trois ans, en tout moins de trois millions d'euros.

## Alors, la grève

Devant l'obstination de la direction, l'intersyndicale a appelé les 28 000 salariéEs de Capgemini (dont plus de 90% de cadres) à faire grève, une première depuis 2008. Plus d'un millier de grévistes, et c'est ainsi que nous nous sommes retrouvés le 12 mai devant le « 147 » à Issy-les-Moulineaux, le plus gros site de Capgemini en France. Le 19 mai, nous avons scandé, devant le siège de la principale filiale de Capgemini en France, dans le 16<sup>e</sup> arrondissement de Paris, « Augmentez les salaires, pas les actionnaires », le préfet de police nous ayant interdit de manifester devant le pavillon Gabriel, proche de l'Élysée, où se tenait l'assemblée générale des actionnaires de Capgemini (à qui était annoncée une augmentation de 23% du dividende par action!).

## Ce n'est qu'un début

Le 2 juin au matin, nous avons fait une distribution massive de tracts au rond-point de la Crabe à Toulouse, avec la coordination d'Airbus, qui regroupe des syndicats d'Airbus et des entreprises sous-traitantes, et dont la CGT Capgemini est partie prenante. Le 9 juin, nous récidiverons devant le site d'Airbus à Marignane près de Marseille.

Correspondant



DR

## HÔPITAL Face au désastre annoncé, Macron crée... une mission

Avec un cynisme tout macronien, François Braun, à peine nommé, a déclaré<sup>2</sup>, concernant la situation hospitalière: « La maladie est connue et le diagnostic posé ». Pourquoi donc alors, une nouvelle « mission » et un nouveau « rapport » ? La réponse est simple et purement politicienne: gagner du temps, et passer la séquence des élections législatives qui s'annonce plus difficiles que prévu pour l'exécutif. Une majorité à la botte du président une fois élue, il sera temps d'annoncer des mesurées de dernière minute pour essayer de passer l'été, sans rapport avec l'urgence et la gravité de la situation.

## Un risque d'effondrement

La situation hospitalière (limitations d'accès aux urgences, fermetures massives de lits dans les autres services faute de personnel) est accompagnée de l'extension des « déserts médicaux ». Elle n'a rien d'un accident imprévisible. Elle est le résultat direct d'années de politiques d'austérité et de privatisation, des gouvernements successifs. Macron a encore aggravé la situation avant et depuis l'épidémie de Covid-19. Le Ségur de la santé, s'il a un peu desserré la vis sur les rémunérations, n'a rien changé sur le fond. Après des années d'érosion c'est maintenant l'effondrement du système hospitalier qui menace.

Les mesures à prendre sont elles aussi connues et revendiquées depuis des années par les personnelEs et les défenseurEs de l'hôpital public: plans de formation et d'embauche massifs, augmentation des rémunérations à la hauteur des qualifications et des responsabilités, mise en stage immédiate et titularisation sous statut de la fonction publique des personnelEs recrutés, amélioration des conditions de travail, fin des méthodes déshumanisantes de gestion du privé appliquées à l'hôpital, création d'un service

Face à la catastrophe qui s'annonce dans les hôpitaux, pour l'été<sup>1</sup>, Macron a dû sortir du silence. Pour occuper le terrain, il a effectué le 31 mai un déplacement avec la Première ministre à l'hôpital de Cherbourg. Sa seule annonce a été la création d'une « mission flash » présidée par le Dr François Braun, président de « Samu-Urgences France », mais aussi principal conseiller santé du président pendant sa campagne électorale. Cette mission rendra son rapport dans un mois.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

public de santé dans et hors l'hôpital sur tout le territoire, et pour cela bien sûr augmentation massive des budgets.

Pas question, pour Macron, d'aller dans cette direction. Avec ce deuxième quinquennat il entend poursuivre ce qu'il a engagé depuis 2017: sous couvert de « territorialisation » du système de santé, ramener le service public à un dispositif minimum pour les plus pauvres, bricoler des dispositifs locaux à bas coût pour assurer un filet de sécurité minimum pour l'accès aux soins, et progressivement réserver les meilleurs soins à celles et ceux qui pourront les payer. Ce basculement s'accompagne du désengagement de la Sécurité sociale, au profit des assurances « complémentaires » dont les tarifs ne cessent d'augmenter. L'épidémie de Covid-19 est venue perturber cette perspective en montrant la place irremplaçable qu'avait le service public. Elle a renforcé l'attachement à l'hôpital

de la grande majorité de la population. Elle a montré, avec les scandales des EHPAD commerciaux (Korian, Orpea...), les effets d'un système de santé inféodé à la loi du profit. Or il n'est pas possible pour l'exécutif de faire accepter le basculement libéral définitif du système de santé, tant qu'existe un service service public de qualité apprécié par la majorité de la population. Il faut, pour y parvenir, que ce système réponde mal et menace de s'effondrer.

## Une passe dangereuse pour l'hôpital et le droit à la santé

Ce risque existe aujourd'hui, et il ne faut pas se le cacher, il sera exploité par l'exécutif pour parvenir à ses fins. Celui-ci doit seulement éviter que la « casse » ne soit trop visible et trop meurtrière, et ne suscite l'indignation générale et la mobilisation. Tel est le but des propositions que doit faire la « mission flash ».

Nous entrons dans une passe dangereuse pour l'hôpital et le droit à la santé. Au moment où Macron réélu s'apprête à frapper, les personnelEs hospitaliers, épuisés par les deux années de lutte contre le Covid-19, éccœurés de n'être pas entendus, sont sur la défensive. Le manque de perspectives données par les fédérations syndicales et

les collectifs contribue à plomber l'ambiance dans les services.

La manière dont s'est préparée la journée du 7 juin, au départ lancée par la CGT et devenue tardivement unitaire en est l'illustration. Tous nos correspondantEs à Paris et en régions en témoignent: peu de préparation, peu de vrais appels unitaires, souvent plutôt une guerre de crocs-en-jambe entre syndicats, les yeux rivés sur les élections professionnelles, plutôt que sur les mobilisations.

La destruction du système de santé (comme celle du système éducatif) n'est pourtant pas seulement un recul social, c'est le type même de société dans laquelle nous vivons qui est en jeu.

Elle met à l'ordre du jour non seulement la nécessité de battre, dans les urnes, la macronie, la droite et l'extrême droite et les sociaux-libéraux, mais surtout dès aujourd'hui de redonner confiance, de construire les outils unitaires de mobilisation pour préparer les rudes combats qui s'annoncent, et de coordonner les luttes pour mettre en échec les projets prêts à sortir des cartons du deuxième quinquennat d'Emmanuel Macron.

Jean-Claude Delavigne

1 - Voir l'Anticapitaliste du 2 juin 2022.

2 - Le Quotidien du médecin, 31 mai 2022.



## l'Anticapitaliste la revue

Le n°135 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

**l'Anticapitaliste,**

2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

## PARCOURSUP

## À l'école du tri social

Parcoursup est la plateforme d'orientation des lycéenEs et des étudiantEs qui vise à « remplir » les places en première année de formation post-bac, en permettant aux établissements de choisir leurs étudiantEs.

En mars, les jeunes rentrent dans le logiciel 10 vœux maximum – pour des filières sélectives ou non... mais il vaut mieux avoir une formation que rien du tout – qui seront examinés par les universités ou les écoles... mais surtout par des ordinateurs.

## Derrière les algorithmes, une sélection sociale

Car ce sont principalement des algorithmes au fonctionnement confidentiel qui analysent les notes des élèves et leur dossier (lettre de motivation, activités extra-scolaires, CV, appréciations des profs...) selon des logiques propres à chaque formation.

De l'autre côté, les vœux d'orientation sont savamment réfléchis par les familles les plus aisées et les mieux renseignées, afin d'obtenir rapidement une réponse positive pour les meilleures formations. Une logique évidemment très inégalitaire... Au-delà du bulletin de notes et du dossier à constituer, il faut une certaine

# SOUS-TRAITANCE **PEI: une grève victorieuse**

Après un mois de grève, les PEI ont fini par obtenir gain de cause. Une victoire dont on peut se réjouir!

Les PEI sont des salariéEs du nettoyage, 120 pour un établissement, Renault Guyancourt (10 000 travailleurEs dont 3 000 prestataires), sur des dizaines d'hectares de bureaux, des milliers de postes de travail, des centaines de toilettes, des kilomètres de couloirs... entretenus quotidiennement par celles et ceux que certains nomment « les invisibles ».

## Un mois de grève active

Ils et elles sont payés à peine au SMIC, souvent à temps partiel, et Renault a fait réduire, de par le télétravail, leurs contrats et donc leurs payes. Et, cerise sur le gâteau, Renault a décidé le mois dernier de fermer le site tous les vendredis, et donc que ces salariéEs voient leurs travail et leur salaire amputé d'un jour par semaine, avec la suppression à venir de 30 emplois. Alors, ça a été l'explosion, du jamais vu! Avec des revendications évidentes : paiement des salaires à 100 %, maintien des emplois!

Ils et elles se sont donc mis en grève, un mois durant, avec leurs déléguéEs FO, SUD, CGT, CFDT, et surtout le soutien actif de militants Sud de Renault, et parfois de la CGT.

Ils et elles sont donc restés en grève, toujours majoritaire,



DR

pendant plus d'un mois, où il leur aura fallu imposer leur présence dans l'établissement, malgré les entraves diverses, dont le débadageage de toutEs les salariéEs et même l'empêchement, illégal, aux éluEs d'entrer dans l'établissement. Et cela a continué avec des barrières cadenassées, des effectifs de vigiles renforcés et l'appel à la police. Mais ils et elles ont souvent réussi à déjouer la surveillance, et à bloquer des entrées, entre autres des livraisons camions ou de la pompe à essence des cadres, sans parler de leurs passages, bien visibles

eux, dans les couloirs et sur les plateaux de travail, calicots, badges et drapeaux déployés.

## La lutte jusqu'au bout

Ils et elles auront été à Cléon, avec les militants CGT du site, pour y rencontrer leurs collègues PEI, y subissant même l'agression physique de cadres et agents de maîtrise dépêchés pour l'occasion, avec envoi à l'hôpital d'une des femmes. Ils se sont rendus à Lardy à l'occasion d'un rassemblement des salariéEs du site, sont allés occuper le hall du siège social de Renault à Boulogne pour se

faire entendre, et ont rejoint les militants CGT du groupe Renault à l'entrée de l'AG des actionnaires à la Porte Maillot.

Dans tous les cas, ils et elles se sont souvent réunis, presque quotidiennement, en AG ou en comité de grève, pour décider démocratiquement des initiatives à prendre et de la continuation de leur mouvement.

Et enfin, après moult promesses non tenues, il aura fallu, vendredi 4 juin, qu'ils et elles décident de prendre leurs dispositions pour rester définitivement sur place, pour que la direction les rappelle, en urgence, en fin d'après-midi, avec des propositions pour un protocole de fin de grève :

- Fin du chômage partiel ;
- Organisation du départ de 30 personnes, par mutation ou en rupture conventionnelle collective, au volontariat, avec indemnités supra-légales d'au moins 20 % ;
- compensation d'une partie des jours de grève en congés et en un contingent d'heures à rattraper... Pour elles et eux, c'est une victoire. Le protocole est signé par les représentants syndicaux et par des représentants du comité de grève, le travail a repris mardi 7 juin. Bravo ! Et quelles leçons pour celles et ceux qui doutent de l'utilité de la lutte!

**Correspondants Guyancourt**

# ISLAMOPHOBIE **Radicalisation au collège?** « La Dépêche » déraile...

Fin mai, la Dépêche du Midi faisait un « buzz » en titrant un article « Radicalisation en milieu scolaire ». En lisant l'article, on comprenait rapidement que le titre n'avait rien à voir avec les faits décrits...

Un élève défie « l'autorité » de son prof et quitte le cours au prétexte du ramadan, suivi par ses copains, dont certains ne pratiquent d'ailleurs pas le ramadan... Ces faits se sont déroulés début avril. Les élèves ont été recadrés par leurs profs, l'incident est clos, comme le reconnaît lui-même l'auteur de l'article. Alors pourquoi sortir cet article et avec ce titre ? Qui a alerté la Dépêche ?

## Tout faire pour vendre ?

Le même jour, les débats sur le burkini étaient relancés par des médias à l'affût de ce qui peut se passer dans les piscines grenobloises. Un mois plus tôt, 30 % des voix exprimées aux élections présidentielles étaient en faveur de candidatEs racistes et islamophobes, avec un Zemmour ouvertement propagandiste de la théorie du « Grand remplacement ». Il faut croire qu'à la

Dépêche du Midi, on a pensé que produire un titre à sensation sur la radicalisation de jeunes collégiens pourrait être une bonne opération (commerciale ou politique ?). Et tant pis si le titre est mensonger, la machine fonctionne : le titre est rapidement repris, l'article cité dans des publications du Figaro, BFM, France 3, CNews, mais aussi bien sûr Valeurs actuelles et d'autres torchons numériques de la fachosphère. Un verre de plus dans l'océan de vomis où se baignent les militants et militants fascistes avant de passer à l'acte. Merci la Dépêche ! Pourtant, si on veut faire des articles sur les collèges, les sujets

ne manquent pas. L'explosion des effectifs en Haute-Garonne, avec des programmes de construction d'établissements scolaires nettement sous-évalués par le conseil départemental, tant du point de vue des nouvelles constructions que des rénovations de l'existant. Outre ces conditions matérielles, les effets combinés des crises sanitaires et des politiques de casse du service public d'éducation ont fortement dégradé les conditions d'apprentissage et de vie scolaire des collégiennes et collégiens, avec des effets sensibles sur leur santé psychologique notamment et le climat scolaire de manière générale!

**CorrespondantEs**

connaissance des critères de recrutement pour bien s'orienter. Le « coaching Parcoursup » est même devenu un marché : des entreprises comme Smen'up proposent de « construire son parcours d'études » pour 210 euros, quand C&C Orientation facture 350 euros son « bilan d'orientation ». Compter jusqu'à 890 euros pour la formule « Parcoursup Premium » chez Eurêka Study. Vive la « start-up nation »... et tant pis pour les familles populaires dont les enfants seront livrés à eux-mêmes dans la jungle de Parcoursup. Car il ne suffit pas de faire des vœux, encore faut-il bien parler sur les places disponibles...

## Parcoursup du combattant

À partir de juin, les résultats commencent à tomber : les candidatEs sont admis, ou admis sous condition (de

suivre des cours complémentaires), ou rejetés... ou sur liste d'attente. Et là commence le calvaire.

Ceux et celles dont le dossier a été retenu par une formation et doivent impérativement répondre oui ou non dans un délai de quelques jours, sans savoir si une place se débloquent dans une autre filière (mais si unE élève refuse une place, elle est attribuée à un autre). Cette année, 51 % des 936 000 élèves inscrits sur Parcoursup avaient reçu une proposition correspondant à un de leur 10 vœux au début de la phase d'admission...

Pour les autres qui restent en attente, c'est le parcours du combattant : il faut trouver les statistiques des années précédentes : jusqu'à quel rang de la liste d'attente les formations avaient admis des candidatEs ? Faut-il accepter

## PARCOURSUP BIEN TÔT SIMPLIFIÉ



CHARMAG

dès qu'une réponse positive finit par arriver ou attendre une hypothétique

place ailleurs ? Le temps file et, en plus du stress, il faut pouvoir s'organiser pour la rentrée. En 2021, quasiment 100 000 élèves étaient refusés de tous leurs vœux à la fin de la phase d'admission.

Les plus déterminés attendent d'être répartis dans les filières où il reste des places... souvent loin de leurs vœux initiaux. D'autres se tournent vers les formations privées et payantes « hors Parcoursup ». CertainEs enfin abandonnent et arrivent sur le marché du travail (précaire)... où ils et elles retrouvent parfois les étudiantEs qui ont fini par lâcher des formations dont ils ne voulaient pas.

## Des candidatEs à la révolte

Le gouvernement compte sur la défection de ces jeunes « recalés » ou mal orientés pour faire disparaître des statistiques ces

« sans-facs » qui abandonnent « volontairement ». Loin d'offrir une place à chacunE, Parcoursup aggrave le tri social en poussant les jeunes de milieux populaires à aller se faire exploiter dès la sortie du lycée avec des contrats précaires.

Mais après tout, mettre en concurrence les jeunes pour trouver une place à tout prix plutôt que de mettre les moyens dans l'éducation pour que tout le monde trouve son compte, ne serait-ce pas la meilleure des formations au marché du travail capitaliste ?

La mise en place de la réforme avait entraîné une large contestation de la jeunesse au printemps 2018. Une chose est sûre pour la session 2022 : il y a des candidatEs à la révolte. À quand la prochaine vague ?

**Emma Martin et Hugo Weil**

## AUTOMOBILE

# En pleine pandémie, la rentabilité de l'industrie automobile mondiale a atteint un niveau record

La rentabilité des seize principaux groupes automobiles mondiaux a atteint en 2021 son plus haut niveau historique sur les dix dernières années.

Celle-ci s'est établie à 8,5 %, soit près de cinq points de pourcentage de plus qu'en 2020. Elle était de 6,3 % en 2017 avant la pandémie.



WIKIMEDIA COMMONS

## Record de la décennie

Mesuré en milliards d'euros le bénéfice total réalisé par ces 16 constructeurs s'est élevé en 2021 à 134,2 milliards d'euros. Il a plus que doublé par rapport à 2020, soit un gain de 84,1 milliards d'euros. Il s'agit là aussi du niveau le plus élevé observé sur la dernière décennie, dépassant de 34 % le montant record de 2017 de 100 milliards d'euros.

Pourtant au cours des années 2020 et 2021, en conséquence de la pandémie mondiale et de la crise des approvisionnements en semi-conducteurs, les ventes d'automobiles ont reculé dans le monde par rapport à 2019 l'année avant pandémie. Elles sont passées de 77,8 millions en 2019 à 67,5 millions en 2020 et à 71,7 millions en 2021. Mais cela n'a pas empêché l'augmentation du chiffre d'affaires car les voitures vendues sont en moyenne de plus en plus chères partout dans le monde.

Tous ces chiffres sont publiés dans la presse, issues de l'étude du cabinet international EY qui a recensé les résultats financiers des principaux groupes automobiles.

Tous les groupes automobiles ont augmenté leur rentabilité l'année dernière, certains plus que d'autres. En 2021, Tesla, le fétiche des boursicoteurs, est la marque qui a enregistré la rentabilité la plus élevée (12,1%), suivie par BMW (12%) et Mercedes-Benz (12%). Les groupes automobiles augmentent leurs profits en vendant moins de voitures car partout dans le monde ils vendent des voitures plus chères, de plus en plus pour les fractions les plus riches des populations. Le plus de profit pour les capitalistes peut passer par moins de voitures produites en quantité si chaque voiture, plus chère, incorpore plus de travail humain d'où plus de profit peut être obtenu.

Ces chiffres de profit accumulés alors que la pandémie continue à sévir dans le monde sont effectivement scandaleux. Oui, ces 134 milliards d'euros de bénéfice en 2021 proviennent du vol du travail des salariéEs automobiles sur tous les continents.

**Blog NPA auto-critique**



## Souscription du NPA

Le NPA la ancé cette année une souscription exceptionnelle au mois de mai.



**INFOS PRATIQUES** Deux moyens de paiement: le chèque à l'ordre de «NPA souscription» et la carte bleue en ligne à [souscription.npa2009.org](https://souscription.npa2009.org) ♦ Une seule limite de datation et d'envoi de vos chèques: avant le 31 décembre 2022 à minuit. ♦ Si votre adresse n'est pas celle mentionnée sur le chèque, précisez-le pour que le reçu fiscal arrive à bon port.

**MENTIONS LÉGALES** Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66% de leur montant, dans la limite de 20% du revenu imposable. ♦ Tous les dons effectués jusqu'au 31 décembre de l'année N seront déductibles lors de la déclaration de l'année N+1. ♦ Une personne physique peut verser un don à un parti ou groupement politique si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. ♦ Les dons consentis et les cotisations versées en qualité d'adhérent-e d'un ou de plusieurs partis politiques par une personne physique dûment identifiée à une ou plusieurs associations agréées en qualité d'association de financement ne peuvent annuellement excéder 7500 euros. ♦ Les personnes morales à l'exception des partis ou groupements politiques ne peuvent contribuer au financement des partis ou groupements politiques en consentant des dons, sous quelque forme que ce soit, à leurs associations de financement ou à leurs mandataires financiers. ♦ Aucune association de financement d'un parti ou groupement politique ne peut recevoir, directement ou indirectement, des contributions ou aides matérielles d'un État étranger ou d'une personne morale de droit étranger. ♦ L'association de financement «NPA souscription» a reçu de la CNCCFP l'agrément N° 09932 du 06 avril 2009. ♦ Les dons versés à l'association de financement «NPA souscription» sont destinés au NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste). ♦ Les personnes ne respectant pas la législation sur les dons aux partis et groupement politiques peuvent être punies de trois ans d'emprisonnement et de 45000 € d'amende. ♦ Conformément à la loi «informatique et libertés» du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en écrivant à: **NPA SOUSCRIPTION – 2, RUE RICHARD-LENOIR - 93100 MONTREUIL**. Vous pouvez également, pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement des données vous concernant.

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL  VILLE

MONTANT  €

Chèque à l'ordre de «NPA souscription» à remettre à un militantE ou à envoyer à: **NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil** avec le coupon détachable dûment rempli.

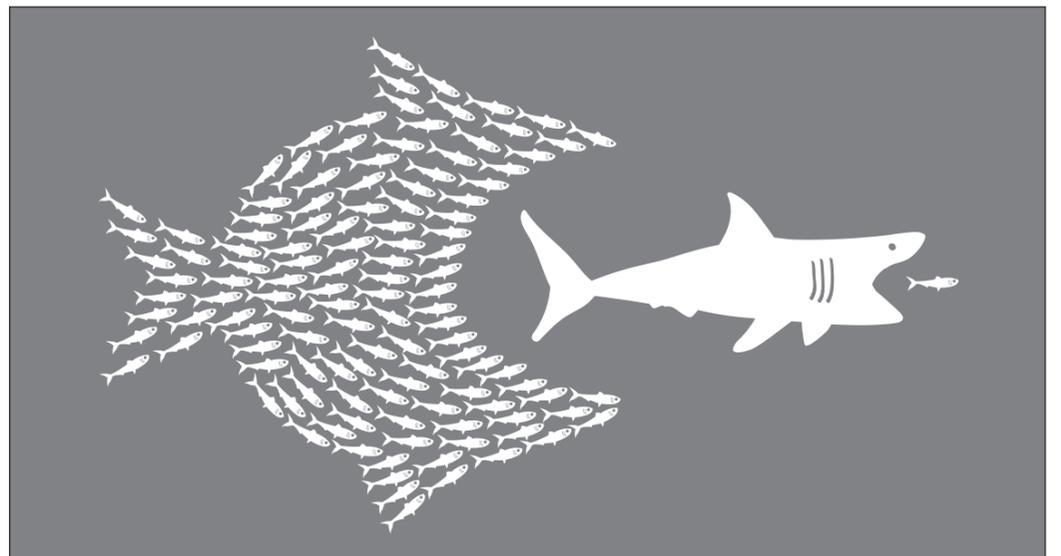
[SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG](https://souscription.npa2009.org) ~ NOUVEAUPARTICAPITALISTE.ORG

L'élection présidentielle a permis à un Macron bien mal élu d'accéder à un nouveau quinquennat. Celui-ci s'annonce marqué par de nouvelles régressions sociales, dont une contre-réforme des retraites, mesure emblématique pour l'ensemble du monde du travail. Dans une campagne marquée par des surenchères nauséabondes, l'extrême droite portée par Le Pen et Zemmour a pu largement imprimer sa trace, confirmant et amplifiant un danger toujours présent pour notre camp social. Des raisons d'espérer – pour les luttes et des perspectives d'émancipation – peuvent toutefois être trouvées, malgré ses limites, du côté de la campagne de l'Union populaire autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon, dans laquelle beaucoup se sont reconnus et investis. À notre échelle, la campagne de notre candidat Philippe Poutou nous a permis de porter un programme radical et d'ouvrir le nécessaire débat à gauche sur la force politique dont les exploités et les opprimés ont besoin, au-delà des seules échéances électorales, pour défendre leurs intérêts et trouver les voies d'une rupture révolutionnaire avec cette société.

### Échange, discussion, confrontation

C'est tout l'enjeu de ces prochains mois, car bien évidemment, rien n'est réglé. Ni du côté de l'impulsion des mobilisations: si celles-ci existent bel et bien – pour la défense des conditions de vie et de travail, pour la justice climatique, pour l'égalité des droits, contre le racisme, le fascisme ou les violences policières – elles restent à cette heure trop faibles et dispersées pour pouvoir inverser le cours des choses. Ni sur le terrain électoral: la percée positive de Jean-Luc Mélenchon a laissé la place à une «Nouvelle Union populaire écologique et sociale» plus ambiguë,

Avec la candidature de Philippe Poutou à l'élection présidentielle, nous avons voulu exprimer l'idée que notre camp social a besoin d'une nouvelle gauche radicale, d'une organisation aussi fidèle à ses intérêts que Macron l'est à ceux des grands patrons et des banquiers. Nous avons participé aux discussions qui ont fini par aboutir à la constitution de la NUPES dans le même état d'esprit. Le programme de l'Union populaire, même s'il ne se donne pas pour objectif d'en finir avec le capitalisme, pouvait constituer une base de regroupement des anticapitalistes, syndicalistes, féministes, écologistes radicaux, antiracistes... bref de toutes celles et tous ceux déterminés à en finir avec Macron et son monde. Hélas, la direction de La France insoumise a fait un autre choix: celui de s'allier non seulement à Europe-Écologie-les Verts, dont le candidat à la présidentielle a passé son temps à combattre ce programme, mais aussi et surtout au Parti socialiste. Le PS qui, lorsqu'il a été au pouvoir avec Hollande, a cassé le code du travail, augmenté la durée de cotisation pour avoir une retraite à taux plein, tenté d'étendre la déchéance de nationalité pour les binationaux nés français... et ce faisant a ouvert la voie à Macron



## Rendez-vous à Port-Leucate!

La 14<sup>e</sup> université d'été du NPA se déroulera, cette année encore, au village vacances Rives des Corbières de Port-Leucate. Rendez-vous du 21 au 24 août (accueil à partir du samedi 20 dans l'après-midi, départ le jeudi 25 après le petit-déjeuner).

ramenant dans ses bagages un Parti socialiste toujours marqué par le social-libéralisme qui a déjà fait tant de dégâts. Ni, enfin, pour avancer pour l'organisation de notre camp social: collectifs de lutte, syndicats et associations doivent être régénérées, et un parti large, ouvert à toutes les anticapitalistes, reste à construire. De tous ces aspects, cette 14<sup>e</sup> université d'été doit se faire le reflet, en permettant l'échange et la discussion, voire la confrontation, et en aidant à lancer des chantiers de (re)construction. Meeting de rentrée du NPA, rencontres internationales et invités venus d'horizons divers, discussions et débats entre différents courants ou regroupements politiques, éclairages historiques et anniversaires, formations et débats d'actualité... Cette année, notre université d'été reste

plus que jamais un lieu d'échanges entre sympathisantEs et militantEs anticapitalistes, mais aussi un espace de rencontres avec des militantEs du mouvement social ou d'autres courants politiques de la gauche radicale (d'ici et d'ailleurs), ainsi qu'avec des intellectuelEs et des spécialistes des questions politiques, économiques, sociales, internationales, etc. Le tout bien évidemment dans une ambiance que l'on souhaite garder la plus conviviale et ensoleillée, sous la pergola, au bord de la piscine ou même à la plage...

### Précautions et mode d'emploi

L'évolution de la crise sanitaire est pleine d'inconnues, mais il sera certainement nécessaire de continuer à appliquer les mesures assurant la protection de toutes et tous: respect des gestes barrières et

de la distanciation physique, port du masque dans certains endroits, etc. Plus d'informations sur place. Une journée à l'université d'été: le matin de 9h à 12h et l'après-midi de 14h à 17h, plusieurs cycles et ateliers se déroulent en simultané. Faites votre choix! Le créneau 17h-19h est plus léger pour permettre balades, bains de mer ou baignades à la piscine, ou discuter tranquillement... Dans la soirée, détente assurée: projections, bar, et même quelques rencontres avec nos invitéEs. Nous sommes en pension complète, c'est-à-dire logés en bungalow et nourris en restauration collective. Les enfants sont pris en charge en journée par des animateurEs. Pour plus de précisions: Consultez la rubrique sur le site du NPA: [nouveauanticapitaliste.org](https://nouveauanticapitaliste.org) Ou écrivez-nous: [universite.ete@npa2009.org](mailto:universite.ete@npa2009.org)

## Élections législatives

### Le NPA Pantin-Aubervilliers apporte son soutien (très) critique à Bastien Lachaud

Dans le cadre des élections législatives, le NPA a fait le choix d'apporter son soutien aux candidatures de rupture de la NUPES, tout en se réservant la possibilité d'initier ou de co-construire des candidatures face à des candidatEs labellisés NUPES mais incarnant une continuité avec le social-libéralisme. Parfois, le soutien est très critique, comme c'est le cas dans la 6<sup>e</sup> circonscription de Seine-Saint-Denis. Nous publions à ce propos un extrait d'une déclaration publique du NPA Pantin-Aubervilliers.

et favorisé la progression du RN. Un gouvernement de Jean-Luc Mélenchon, même s'il est peu probable, serait donc prisonnier des décisions d'un parti qui, il y a encore quelques mois à peine, s'opposait à la retraite à 60 ans. Nous ne pouvons donc qu'être critique vis-à-vis d'une coalition qui a choisi de sacrifier la cohérence la plus élémentaire pour maximiser son nombre d'élus. Le risque est malheureusement gros qu'elle n'éclate à la première difficulté politique, et alimente encore la déception dans notre camp.

### Pourquoi très critique?

Issu de La France insoumise, Bastien Lachaud a clairement combattu les politiques de Hollande comme celles de Macron qui s'attaquaient aux droits des travailleurEs. Néanmoins il partage avec

l'actuel président, mais aussi avec une partie de la droite, un certain chauvinisme (ou un chauvinisme certain). En fin d'année dernière, il s'est ainsi insurgé contre l'installation du drapeau européen sous l'arc de triomphe au motif que «le soldat inconnu n'est pas mort pour Bruxelles», emboîtant – volontairement ou non – le pas à Valérie Pécresse, Le Pen et Zemmour. Si c'était la casse des droits sociaux par l'Union européenne que voulait dénoncer le camarade Lachaud, il y avait certainement des façons plus claires et un meilleur timing pour l'exprimer.

Spécialiste des questions de défense et d'armement, il vante régulièrement «l'excellence française» tout autant en matière de fabrication de vin bio que... de missiles et d'avions de combat! Bastien Lachaud incarne

ainsi un problème majeur du discours de La France insoumise: l'idée qu'il existerait un «intérêt de la France» indépendamment des forces sociales qui s'affrontent dans notre pays, et qu'il faudrait défendre cet intérêt contre celui des autres puissances. Malheureusement, Jean-Luc Mélenchon ne dit pas autre chose quand il affirme qu'en cas de cohabitation il s'entendrait avec Macron concernant la politique internationale «parce que c'est l'intérêt du pays». Notre appel à voter pour B. Lachaud ne vaut donc pas soutien à ce type de raisonnements. La nouvelle gauche radicale dont nous avons besoin doit placer les intérêts des opprimés et des exploités d'où qu'ils et elles viennent avant les frontières et les drapeaux!

**Le NPA Pantin-Aubervilliers**

**Bande dessinée**

**Spirou, l'espoir malgré tout (tome 5), d'Émile Bravo**

«Une fin et un nouveau départ», quatrième partie, Éditions Dupuis, 48 pages, 12 euros.

**P**longé dans la tourmente de la Seconde Guerre mondiale, Spirou cherche à survivre en restant fidèle à ses valeurs et à ses amiEs tandis que le fantasque Fantasio libère la Belgique à lui tout seul (avec l'aide des Alliés quand même). Après *Spirou, le Journal d'un ingénu* et les trois premières parties de *L'Espoir malgré tout*, Émile Bravo s'est vu décerner le «graal» bien mérité du «Fauve de la série» au festival d'Angoulême de cette année 2022. Les meilleures séries étant celles qui savent s'arrêter tôt, Émile Bravo livre donc la fin... ou pas, car l'épilogue, intitulé *Un nouveau départ*, constitue un génial raccord avec le meilleur de l'œuvre de Franquin. En effet, la guerre terminée, Spirou et Fantasio partent en vacances à vélo vers le village de Champignac !

**La fin d'un passionnant récit sur la Seconde Guerre mondiale**

Émile Bravo signe donc la fin de son Spirou sous l'occupation nazie de la Belgique. Il livre la vision d'un adolescent ingénu pétri d'humanisme (Spirou) assisté d'un fantasque zazou inconscient (Fantasio) et d'un petit écureuil très intelligent (Spip). À la fin de la troisième partie, alors que les Alliés ont débarqué en Normandie, Fantasio s'apprête à faire sauter un pont et le train transportant une unité blindée nazie. Spirou l'arrête juste à temps : c'est un train de déportés à qui les nazis ont donné la priorité sur le train militaire ! Spirou est persuadé d'avoir entendu son ami peintre juif Felix l'appeler depuis un wagon ! C'est finalement Spip qui fera sauter le train militaire allemand en sautant sur le détonateur égaré. Madeleine, la femme



qui avait fait entrer Fantasio en Résistance et dont il était tombé amoureux, est vengée. Seulement les nazis remontent bien vite le fil des responsabilités et débarquent à la ferme du père Anselme, QG de la résistance et foyer d'accueil d'enfants juifs. Spirou et Anselme réussissent à faire fuir tout le monde vers la forêt avoisinante. Quatre semaines plus tard, les Anglais sont à Bruxelles et Spirou n'a qu'une hâte : s'assurer qu'il s'est trompé et que Felix et Felka<sup>2</sup>, ses amis peintres juifs allemands, sont sains et saufs. Mais les nouvelles dramatiques s'accumulent. Et les rares retours de déportés révèlent la sinistre vérité tandis

que les exactions des résistants de la dernière heure ne sont pas cachées. Nous retrouvons donc les protagonistes des premières parties dont le curé nazi qui va demander l'asile politique au Vatican ou le journaliste véreux Mouchard.

**Les mauvaises solutions de la «libération»**

Kassandra Stahl, la petite fiancée de Spirou, disparue et miraculée de la Shoah, est directement partie dans un foyer de colonisation juive en Palestine. À la famille du père Anselme dont la ferme a été détruite par les nazis, le nouvel État belge propose une situation importante au Congo.

« Ça te dit de vivre au Congo Ernestine ?

– Beaucoup de maladies se propagent là-bas, je crois qu'ils ont besoin d'infirmières...

– Très juste... Après tout, on ne peut pas faire plus de dégâts qu'un missionnaire...

– Ooh ! Anselme ! »

Gageons que le couple reviendra bien vite demander des comptes à l'État belge sur le sort réservé aux Congolais !

**La ligne claire au service d'un humanisme engagé**

Dans la continuité des autres tomes, le graphisme de cette quatrième partie mais cinquième tome s'inscrit largement dans le côté rétro de la ligne claire aux cases bien délimitées. Chaque personnage, même mineur, est présenté avec beaucoup de subtilité, qu'il soit dans le bon camp ou jeune combattant nazi livré à lui-même suite à la déroute de son armée. La mise en couleurs (tirant sur le sépia) due à Fanny Benoît est harmonieuse et impressionnante et contribue beaucoup à l'ambiance de l'œuvre.

L'album refermé, il ne nous reste plus qu'à aller retrouver le sorcier de Champignac<sup>3</sup> et les vieux tomes du Spirou original !

**Sylvain Chardon**

1 – Champignac est le village où se déroulent les plus fameuses aventures de Spirou avec le facétieux Comte de Champignac et surtout le savant fou Zorglub.

2 – Felix Nussbaum et sa compagne Felka Platek furent déportés le 31 juillet 1944 pour Birkenau où ils périrent. L'œuvre de Felix est aujourd'hui exposée au musée de la ville allemande d'Osnabrück.

3 – Il y a un sorcier à Champignac est le premier tome des aventures de Spirou et Fantasio signé par Franquin, inspiré d'un court récit de Jijé et paru en 1950 en BD.

**Essai**

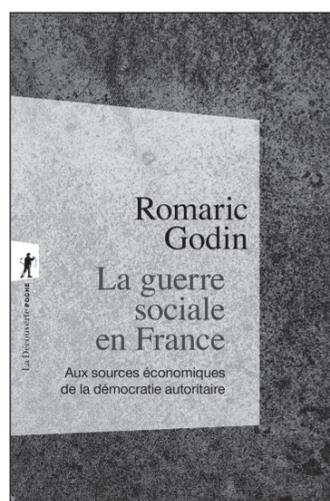
**La guerre sociale en France, de Romaric Godin**

La Découverte Poche, 222 pages, 12 euros.

**L**es articles économiques de Romaric Godin sur *Mediapart* sont parmi les plus intéressants disponibles, et ses références à Marx sont fréquentes. Dans cet ouvrage, il vise à explorer les sources économiques du tournant autoritaire des régimes communément qualifiés de démocratiques, et notamment de la France qui constitue l'objet principal de sa réflexion.

**Néolibéralisme autoritaire**

Au niveau idéologique, le néolibéralisme lui apparaît comme le responsable principal de cette évolution. Il rappelle que le néolibéralisme économique, contrairement à la doctrine libérale du 19<sup>e</sup>, n'est pas un adversaire permanent de l'intervention de l'État dans l'économie. Au contraire, pour les néolibéraux, l'État doit intervenir quand c'est nécessaire pour permettre au marché de fonctionner et entreprendre les réformes nécessaires à cet effet. La distinction entre libéralisme et néolibéralisme permet d'éviter un



certain nombre d'erreurs d'analyse : en particulier, celle de ceux qui ont vu dans les centaines de milliards dépensés pendant la pandémie une conversion de Macron au keynésianisme. En fait, il ne s'agissait que de sauver l'entreprise privée : à aucun moment Macron n'a remis

en cause une seule des réformes structurelles déjà faites (mesures Travail, suppression de l'ISF, réduction des APL, etc.) et s'est toujours tenu prêt à relancer la machine dès que ce serait possible (cf. réforme de l'assurance chômage et, à venir, des retraites).

Godin qualifie d'«hybride» le système économique et social français jusqu'à ces dernières années. Le néolibéralisme n'a pas eu en France le même effet «rouleau compresseur» qu'ailleurs car il a dû composer avec des résistances sociales et politiques tenaces. Pour Godin, l'État français, jusqu'à la période récente, n'est pas l'État du capital mais une sorte d'arbitre plus ou moins neutre. Cette analyse de l'État est sans doute la plus importante des limites de son livre. Si le système est demeuré «hybride», c'est en fonction des résistances sociales fortes que l'État du capital, dont les «élites» dirigeantes sont depuis des décennies converties au néolibéralisme, n'est pas arrivé pas à briser complètement

Il décrit le changement de situation à partir de la crise de 2008-2009 : les néolibéraux sont décidés à pousser leur offensive et ils vont vraiment le faire à partir de 2015 (loi El Khomri sous Hollande) et surtout de la présidence Macron. Les dirigeants sont désormais décidés à briser les résistances. Et pour cela, deux moyens sont mis en œuvre. D'abord, le recours massif à l'instrument police. Ensuite, la diversion au débat économique et social en créant des controverses sur l'immigration, la laïcité, le wokisme, l'islamo-gauchisme, etc. La guerre sociale se durcit et l'État devient donc de plus en plus autoritaire.

On a ici résumé ce qui nous semble être les éléments les plus intéressants du livre de Romaric Godin. La faiblesse (étonnante pour un bon connaisseur du marxisme) de son analyse de l'État a déjà été signalée. Le mouvement ouvrier, ses combats, 1936, 1968... tout cela est aussi largement absent de son livre. **Henri Wilno**

**Cinéma**

**La Ruche, de Blerta Basholli**

Film kosovar, 1h 23 min, sorti le 1<sup>er</sup> juin 2022.



**D**ans le village du Kosovo où vit Fahrije, de nombreux hommes sont morts ou sont encore considérés comme «disparus» plusieurs années après la fin des combats. Le village attend de leurs veuves qu'elles vivent dans le souvenir de leur mari et se conforment complètement aux normes d'une société régie par les hommes. Les femmes qui s'écartent de ce moule sont exposées au mépris et aux brimades ; elles sont cependant bien conscientes, comme le dit l'une d'entre elles, que «si c'était nous les femmes qui étions mortes, nos hommes se seraient remariés depuis longtemps, et avec des plus jeunes».

**En finir avec le mépris et la violence des hommes**

Fahrije vit seule avec le père infirme de son époux disparu et avec ses deux enfants. Elle tente de subvenir aux besoins de la famille en s'occupant des ruches que lui a laissées son mari et en vendant le miel. Mais elle n'est pas douée pour cette activité et se fait piquer.

Une ONG, qui vient en aide aux veuves de guerre, leur propose de prendre des cours de conduite. Après quelques hésitations, le refus est généralisé quand elles apprennent que le moniteur sera un homme. Ce serait impossible à faire admettre à leurs parents, frères, etc.

Seule Fahrije accepte. Pour augmenter son revenu, elle décide de se lancer dans la production d'ajvar fait maison, un condiment préparé à partir de poivrons rouges. Elle propose aux autres veuves de s'associer à son projet. Au bout d'un certain temps, certaines y viennent tandis que finit par être surmontée l'incompréhension de son beau-père et de sa fille. Mais en finir avec le mépris et la violence des hommes du village sera plus dur.

Ce premier long métrage de la réalisatrice Blerta Basholli est inspiré d'une histoire vraie qui s'est déroulée en 1999 dans un village reculé du Kosovo. Son héroïne de fiction, Farhije (remarquablement incarnée par une actrice impressionnante), a vraiment existé. Comme dans la réalité, l'histoire se termine bien mais le combat a été dur.

HW

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**

**librairie**  
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

# Les indépendantistes kanak présentent des candidatEs communs aux élections législatives

Réunie en conférence de presse le mardi 17 mai au lieu-dit Karigou dans la commune de Dumbéa, la mouvance indépendantiste kanak a dévoilé les noms de ses candidatEs aux élections législatives de juin 2022.

**A**utour de Wassissi Konyi, responsable du Palika, à l'animation du bureau politique du FLNKS, les candidatEs indépendantistes se sont présentés, avec leurs suppléantEs. Pourquoi? Objectifs. « Il faut que la mouvance indépendantiste soit représentée à l'Assemblée nationale, elle doit défendre les négociations quand elles vont s'ouvrir avec l'État. Les indépendantistes vont demander des discussions bilatérales », a annoncé le porte-parole du Front. Suite aux deux derniers congrès, celui du FLNKS et le congrès populaire, les 7 et 8 mai à la tribune de N'Dé, les forces indépendantistes, progressistes et nationalistes ont pris cet engagement, et ils ont réaffirmé que « l'Accord de Nouméa est un processus de décolonisation, le pays est en voie d'émancipation ». « L'objectif est d'aller au 2<sup>e</sup> tour, c'est complètement réalisable », a indiqué le porte-parole du FLNKS avant que les candidatEs ne prennent la parole pour se présenter et expliquer leur engagement dans ces élections nationales.

## « À l'Assemblée nationale, il n'y a pas notre sensibilité indépendantiste »

Dans la 1<sup>re</sup> circonscription (Nouméa, Îles-des-Pins, Îles Loyauté) : Wali Wahetra, élue du Palika à la province des Îles au congrès, originaire de Drehu, est enseignante depuis une trentaine d'années. Au Congrès, elle est la vice-présidente de la commission de l'enseignement et de la culture. « C'est une énorme responsabilité. La mouvance indépendantiste nous a choisis pour être les ambassadeurs ». Durant son intervention, elle a rappelé les cinq positions sur lesquelles le Front et ses alliés se sont entendus : « La contestation de la légitimité politique de la dernière consultation référendaire ; l'accession de la Nouvelle-Calédonie à sa souveraineté pleine et entière par le transfert des dernières compétences ; le maintien non négociable des acquis de l'Accord de Nouméa qui est garanti par le principe d'irréversibilité ; le maintien de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des pays à décoloniser ; un refus catégorique de choisir un nouveau statut au sein de la république française. Le format bilatéral a été acté aux congrès de N'Dé », a-t-elle précisé. « La 1<sup>re</sup> circonscription est représentée par Nouméa, l'Île-des-Pins et les îles Loyauté. Le découpage (depuis 1986) Pasqua est totalement inique et injuste. On veut appeler à la solidarité du peuple calédonien, si ils ont les valeurs de démocratie. À l'Assemblée nationale, il n'y a pas notre sensibilité indépendantiste. Nous voudrions y aller pour dire notre propre parole. Le dernier député kanak qui est arrivé à l'Assemblée, c'était en 1986 avec Rock Pidjot et depuis les indépendantistes n'ont jamais eu accès à la députation à cause de ce découpage. C'est une attitude partisane et complètement injuste. C'est une attitude coloniale de l'État français... »



## « Il faut dire au CalédonienE lambda qu'il ne faut plus avoir peur »

Son suppléant est Jean-Fidéli Malalua, 4<sup>e</sup> vice-président de l'USTKE. Il est actif sur la scène syndicale depuis 15 ans. Il se dit « aguerrri avec le politique et surtout avec le social ». Il est d'origine futunienne, il est né à La Foa en 1973. « J'ai épousé une cause qui correspond à mes convictions, c'est la lutte du peuple Kanak. Je ne vous cache pas que ce n'est pas facile ». Des questions pourraient se poser. « Pourquoi aller à l'Assemblée nationale si vous demandez l'indépendance? Pourquoi participer à ces élections, justement c'est l'occasion d'y aller pour donner une certaine tonalité de la vision du pays et donner une sensibilité aux éluEs à l'Assemblée nationale mais surtout aux CalédonienEs de toutes ethnies confondues. En tant que non-kanak et notamment notre génération. Ce pays est viable ensemble. Il faut dire au CalédonienE lambda qu'il ne faut plus avoir peur. Il faut un respect de l'électeurE calédonien... Dans le mot indépendance, il y a des clichés qui font peur... Dans la culture kanak et océanienne, le consensus veut qu'on discute quand

même... », a-t-il expliqué en disant que la politique de la peur ne servirait à rien. « La mosaïque des communautés rassemblée autour d'un projet indépendantiste n'est pas exclusive. C'est un projet commun et d'intérêt général », a-t-il conclu.

## « C'est avec fierté qu'on s'engage dans ce combat »

Dans la 2<sup>e</sup> circonscription (les communes du Grand-Nouméa et le reste du territoire) : Gérard Reignier, ancien responsable de l'Union Calédonienne et du FLNKS. « Ce qu'on veut, c'est avoir une représentation à l'Assemblée nationale pour porter la parole des indépendantistes et des nationalistes, de ceux qui veulent que ce pays devienne une nation avec l'ensemble des populations dans un destin commun ». « La charge est lourde mais le combat est beau », a-t-il souligné. « C'est avec fierté qu'on s'engage dans ce combat. On espère gagner et ramener une certaine vérité au sein de l'Assemblée nationale... On a ce devoir d'informer la classe politique française mais aussi l'opinion publique française qui est en faveur de la pleine souveraineté de notre pays. Le mot liberté, égalité, fraternité ne doit pas être galvaudé. Peut-être que la France

sera moins belle sans la Nouvelle-Calédonie, mais certainement que si l'État français avec les indépendantistes permet à ce pays d'accéder à sa pleine souveraineté, la France sera plus grande », a-t-il ajouté. Sa suppléante, Marie-Pierre Goyetche, est l'ancienne présidente de l'USTKE d'avril 2012 à décembre 2015. Actuellement, elle est vice-présidente du collège honoraire de l'Organisation syndicale et vice-présidente du Parti travailliste. Enseignante de formation, elle s'est engagée très tôt dans la lutte syndicale. Cet engagement syndical lui permettra de faire le lien avec le domaine du politique. Elle a été élue municipale, à la province Sud et au congrès. « Je suis métisse, je suis fière de ma famille calédonienne qui est arrivée par le biais du bagne. Et je suis fière de ma culture kanak dans laquelle j'ai été élevée ». Elle a souhaité passer ce message à l'État : « Il est hors de question de toucher au corps électoral, voilà le pourquoi de notre engagement à ces législatives. »

Publié sur le site de l'USTKE.



## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

**VARIOLE DU SINGE ET HOMOPHOBIE.** Depuis l'annonce des premiers cas de monkeypox mi-mai 2022, propos homophobes et stigmatisation de la communauté gay vont bon train. Les associations craignent un effet délétère sur la prévention et le soin. « Nous avons reçu des appels pour nous expliquer que nous étions des démons. Et que même si nous avions "dépassé" le Sida, d'autres malédictions devraient encore s'abattre sur les homosexuels », nous a immédiatement répondu le community manager de Stop Homophobie lorsque nous lui avons annoncé que nous travaillions sur cet article. « Puniton divine », « nouveau VIH », « maladie des homos »... On en passe, et des pires. Depuis l'annonce des premiers cas de variole du singe (Monkeypox ou MKP) en Europe, les messages homophobes et la stigmatisation des HSH (hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes) vont bon train. En outre, certains médias et institutions ont également pu user de termes et/ou d'images contribuant à faire passer des messages aussi stigmatisants qu'erronés envers la communauté HSH. En cause? Une réalité épidémiologique : les premiers foyers de variole du singe ont affecté essentiellement des membres de la communauté gay. La peur, l'ignorance et la haine de l'autre faisant, il est confortable pour certaines personnes ignorantes de trouver un bouc-émissaire sur lequel rejeter la faute. Et ceci, même s'il est acquis que cette variole du singe peut affecter toute personne ayant un contact rapproché avec une personne infectée. « On se sent protégé quand on a un bouc-émissaire, quand bien même c'est totalement irrationnel » constate Matthieu Gatipon, porte-parole de l'Inter-LGBT et président de Couleurs Gaies. L'appellation erronée « variole du singe » (le singe n'étant pas en cause dans la transmission du virus aux humains par les animaux) et le fait que le virus est habituellement présent en Afrique ont aussi vraisemblablement réveillé les pires raccourcis homophobes et racistes déjà colportés au début de la pandémie de VIH/SIDA. Alors, dès le 22 mai, l'ONUSIDA a publié un communiqué pour alerter sur « la rhétorique stigmatisante qui met en péril la santé publique » et a exprimé « son inquiétude à l'égard de la rhétorique et des images utilisées dans certains rapports et commentaires publics sur la variole du singe, en particulier sur le portrait dressé des personnes LGBTI et d'origine africaine. » L'ONUSIDA signale en outre que cette « démarche renforce les stéréotypes homophobes et racistes et exacerbe la stigmatisation. » [...]

Laure Dasinières, « Derrière la variole du singe, l'homophobie rampante », numerama.com, 2 juin 2022.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
		Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
		Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : ..... Signature obligatoire

www.npa2009.org